_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 1

Quartier Libre

Le journal des étudiants de l'Université de Montréal

CAMPUS

Des articles en anglais dans le *Pigeon Dissident*?
Polémique au journal des étudiants en droit

Page 9

SOCIÉTÉ

Coopération jetable

Page 16

CULTURE

Dare-dare présente *Plan d'aménagement*
De l'Art en vitrine

Page 17

Emi Honda
expose au Centre des arts actuels Sko

Page 19

Dossier spécial pages 12 à 14

La CHINE à l'heure de l'examen

QUARTIER LIBRE - Vol. 15 • numéro 5 • 24 octobre 2007

www.quartierlibre.ca

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 2

Julie Bouchard
Secrétaire générale
Fédération des associations étudiantes
du campus de l'Université de Montréal

L'AFE souffre. Les deux tiers des étudiants aussi.

Le régime d'aide financière aux études (AFE) du gouvernement du Québec constitue le seul moyen institutionnel dont disposent les étudiants pour assurer leur capacité financière d'accéder aux études supérieures. Au Québec, 67 663 étudiants universitaires bénéficiaient d'aide financière en 2005-2006, soit 40 % des étudiants universitaires québécois. Depuis 1990, la proportion d'étudiants qui ne reçoivent **que des prêts** a augmenté, s'établissant à 61,2 % en 2005-2006. Ainsi, l'endettement étudiant est une réalité dont les conséquences socio-économiques négatives ne sont plus à démontrer : passage aux études à temps partiel pour réduire les dettes contractées, report de l'entrée sur le marché du travail, report de l'achat de maison, report du projet familial, etc. Les données attestent que le régime ne fournit plus aux étudiants le minimum nécessaire.

Depuis 1990, la proportion d'étudiants qui ne reçoivent **que des prêts** a augmenté, s'établissant à 61,2 % en 2005-2006.

Une plaie béante

Le régime d'aide financière aux études est en état de délabrement. « Le Programme de prêts et bourses vise la couverture des besoins qui ne sont pas pris en compte par les ressources dont dispose l'étudiant »[1], mais l'AFE ne prend pas en compte toutes les facettes de la vie étudiante. Par conséquent, la FAÉCUM et l'ensemble du mouvement étudiant revendiquent depuis plusieurs années certains ajustements jugés essentiels pour panser la plaie béante du sous-financement de l'AFE.

D'abord, les frais afférents n'existent tout simplement pas aux yeux du régime d'AFE : ils ne sont pas comptabilisés dans les dépenses des étudiants et ne sont pas considérés comme faisant partie des frais de scolarité. La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Michelle Courchesche, a finalement reconnu l'ampleur du phénomène en lançant une consultation sur les frais afférents, ou « frais institutionnels obligatoires » facturés aux étudiants par les universités. Cette consultation en ligne produira peut-être des résultats concrets, mais demain n'est pas la veille… En attendant, les étudiants ont des dépenses plus importantes que ne leur reconnaît le régime, ce qui leur occasionne évidemment des problèmes financiers[2].

Ensuite, le calcul de la contribution parentale est aussi contestable, puisque le régime calcule que les parents doivent contribuer au financement des études de leurs enfants dès lors qu'ils touchent un salaire annuel moyen de 12 820 dollars – ce qui s'avère être sous le seuil de la pauvreté… En effet, 64,9 % des étudiants bénéficiaires ne reçoivent aucune contribution parentale. La proportion est de 36,8 % pour les étudiants non-bénéficiaires (MELS, 2003). Le régime attribue donc aux étudiants un revenu, une capacité de payer, qui n'existent tout simplement pas, réduisant d'autant l'aide financière dont ils pourraient bénéficier. Le portrait de la situation est sensiblement le même en ce qui a trait à la contribution du conjoint, avec une contribution financière obligatoire dès qu'il touche 11 755 dollars par année.

Finalement, le 13 juin dernier, madame Courchesche affirmait à la commission permanente sur l'éducation de l'Assemblée nationale que la non-indexation des dépenses admises à l'AFE lui permettait d'épargner 71 millions par année! En d'autres termes, les prêts que recevaient les étudiants correspondaient aux besoins financiers de 2002 et non de 2007. Avec une inflation de près de 1,5 % par année, le manque à gagner est énorme.

64,9 % des étudiants bénéficiaires ne reçoivent aucune contribution parentale. La proportion est de 36,8 % pour les étudiants non-bénéficiaires (MELS, 2003).

Le pansement ne colle pas

Bien que la ministre Courchesne ait tenté de dorer la pilule du dégel des frais de scolarité en annonçant en grande pompe des « bonifications » au régime d'AFE, ces mesures font plus de bruit que de bien.

Les plafonds de frais de subsistance (y compris ceux du transport en commun) ont été augmentés de 8 dollars par mois pour les étudiants résidant chez leurs parents, et de 15 dollars par mois pour ceux qui n'y résident pas. Le MELS a finalement ajouté 40 dollars par mois pour les frais de branchement à Internet. Les parents doivent contribuer aux études de leurs enfants dès qu'ils gagnent un salaire moyen de 13 563 dollars et le conjoint, dès qu'il touche 12 931 dollars par année – ce qui est encore sous le seuil de la pauvreté.

Concernant les frais de scolarité, la ministre Courchesne a annoncé une « allocation spéciale » pour soulager les étudiants. L'avis du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE, page 22) présenté en août à la ministre explique clairement les impacts de cette mesure :

> Avec **l'allocation spéciale** accordée à des bénéficiaires d'un prêt seulement, **il est possible d'affirmer que tous les bénéficiaires du Programme de prêts et bourses obtiendront, à même le Programme, le financement nécessaire pour couvrir en totalité les hausses des droits de scolarité.**
> La seule différence tient au fait que les boursiers verront leur bourse augmenter, tandis que l'allocation spéciale versée à des bénéficiaires de prêts seulement (ceux qui n'ont pas atteint le prêt maximum ou la première tranche de prêt [25 000 étudiants]) s'ajoutera à ce prêt, donc à leur **endettement**. Ainsi, durant la période de cinq ans commençant à l'automne 2007, l'endettement supplémentaire de ces étudiants pourra atteindre 1 500 $, du moins pour ceux qui sont entrés aux études à temps plein (30 unités) [...].

De plus, « environ 30 000 bénéficiaires d'un prêt seulement verront leurs dépenses admises augmenter sans que cela ne se traduise par une aide accrue » (CCAFE, page 23), car les contributions des parents ou des conjoints sont encore trop élevées.

Environ 55 000 étudiants universitaires québécois, soit 74 % des étudiants bénéficiaires de l'AFE et le tiers de tous les étudiants du Québec, ne seront pas touchés ou seront touchés négativement par les mesures censées leur venir en aide.

En outre, les « bonifications » apportées à l'AFE en juin par la ministre ne s'attardent absolument pas aux frais afférents qui occupent une place toujours plus importante sur la facture des étudiants.

Il n'y a rien à ajouter. Sauf la question suivante :
« Comment accepter une telle injustice, surtout en regard des baisses d'impôts de 900 millions consenties par Jean Charest, au détriment des besoins criants dans l'ensemble des programmes sociaux? »

Un choix collectif s'impose

Pourtant, la FAÉCUM a proposé, suggéré et défendu des solutions responsables et pragmatiques pour panser les plaies de l'AFE.

Le seuil de la contribution parentale doit être revu à la hausse pour assurer que les parents disposant de revenus inférieurs aux mesures de faibles revenus ne soient pas tenus de contribuer au financement des études de leurs enfants. Le CCAFE recommande que le seuil minimal de contribution parentale au Québec soit identique à celui établi par le Programme canadien de prêts aux étudiants, soit 45 000 $ de revenu annuel. Le gouvernement devrait par ailleurs mettre en place les mesures nécessaires pour assurer le versement réel de la contribution parentale de l'étudiant. Les dépenses admises devraient, quant à elles, être indexées au coût de la vie de manière automatique et s

Encadrer les frais afférents par une législation adéquate constitue un autre pas dans la bonne direction. La FAÉCUM estime que l'accord des associations étudiantes est nécessaire à l'application ou à l'augmentation de tous les frais afférents, car ces derniers sont considérés comme un moyen utilisé par l'Université pour contourner le gel des frais de scolarité et obtenir des sommes supplémentaires.

En somme, votre Fédération souhaite que le régime d'aide financière permette aux étudiants de disposer de ressources au moins équivalentes au seuil de la pauvreté – pendant et après leurs études. La solution passe par un véritable réinvestissement public pour assurer et accroître l'accessibilité financière aux études et pour financer adéquatement nos universités, fer de lance de l'économie du savoir.

[1] Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE), Hausses des droits de scolarité des résidents du Québec, des étudiants canadiens et des étudiants étrangers : modifications au Règlement sur l'aide financière aux études, septembre 2007, page 23. Document disponible sur le site Web de la FAÉCUM.

[2] Voir l'article de Jocelyn Caron, coordonnateur aux affaires externes, dans l'édition précédente de Quartier libre. L'article est disponible sur le site Web de la FAÉCUM.

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale du *Quartier Libre*

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 3

À LA UNE

Quartier Libre vous livre cette semaine un dossier spécial sur la République populaire de Chine. Dans 10 mois, Pékin vivra au rythme de l'Olympisme et tous les regards seront tournés vers l'Empire du Milieu. Les dirigeants chinois espèrent profiter de cet événement pour redorer l'image de leur pays à l'international. Sur le plan démographique, les pressions sont en effet fortes pour limiter la surpopulation chinoise. L'occasion pour nous de comparer la Chine avec sa voisine l'Inde qui fait face aux mêmes défis.

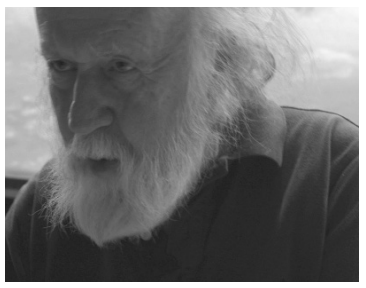
À lire en pages 12 à 14

PHOTO DE LA UNE : CHARLES JACQUES

SOMMAIRE

CAMPUS

La chronique de Maude L'Archevêque p.5
Le campus en bref p.5
Tête chercheuse : Paul Charbonneau p.6
Hubert Reeves en conférence p.6



Air pur ..... p. 7
La Marge dans le rouge ..... p. 8
Les Carabins à la peine ..... p. 8
Linguistique animale ..... p. 9
Reportage dans une manif vide ..... p. 10
Et pendant ce temps,
la cacophonie étudiante continue ..... p. 10

MONDE

Immigration en Chine et en Inde ..... p. 12
Correspondante en Chine ..... p. 12
Contrôle des naissances ..... p. 13

SOCIÉTÉ

Apprendre la Chine ..... p. 14
Métiers du recyclage ..... p. 14

Ouvrages sur l'immigration ..... p. 15
Coopérants sans soutien ..... p. 16

CULTURE

Dare-dare : Julie Favreau et Caroline Dubois
cherchent en vitrine ..... p. 17
10 ans de contes au Sergent Recruteur ... p. 18
Lecture : *Un monde de papier* ..... p. 18
SPASM : un festival non reconnu
par la SODEC ..... p. 18
Feed à l'Usine C : éprouvante immersion .. p. 19

Arts Visuels : Emi Honda au centre Skol ... p. 19
Novembre.doc : *Le doigt dans l'œil* ..... p. 20
Chronique BD : *En Tchétchénie* ..... p. 21
Chronique théâtre : *Texas* ..... p. 21
BD : Muriel ..... p. 21
Musique : Beirut, Stars ..... p. 22
La page BD du QL ..... p. 23

Quartier Libre

DIRECTRICE ET RÉDACTRICE EN CHEF
Maude L'Archevêque - redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Clément Sabourin
campus@quartierlibre.ca
Société / Monde : Marie-Michèle Giguère
societemonde@quartierlibre.ca
Culture : Julie Delporte
culture@quartierlibre.ca

DIRECTION ARTISTIQUE
Clément de Gaulejac - calculmental@vif.com

PHOTOGRAPHES
Marie-Soleil Desautels

ILLUSTRATEUR
Clément de Gaulejac - calculmental.org

BÉDÉISTES
Marie Dauvergne, Francis Desharnais, Pascal Girard, Martin Vidberg

JOURNALISTES
Alexandre Cayla, Gabrielle Charbonneau, Virginie Doré Lemonde, Pascal Émond, Normand Forgues-Roy, Marie-Michèle Giguère, Charlotte Horny, Maude L'Archevêque, Nicholas Lavallée, Dominique Lemieux, Valérie Manteau, Laure Martin, André Martineau, Sara Osama, Églantine Pandelé, Marième Paradis, Valérie Simard, Constance Tabary, Anaïs Valiquette L'Heureux, Jean-François Venne, Stéphane Waffo

CORRECTEURS
Mélanie Côté, Pascal Lamblin, Vincent Riendeau

INFOGRAPHIE
Zirval Design • info@zirval.com

PUBLICITÉ
7/24 Marketing inc (514-392-2905)
www.724marketing.ca
Accès-Média (514-524-1182)
www.accesmedia.com

ADJOINTE ADMINISTRATIVE
Van Thanh Ho Tong

IMPRESSION & DISTRIBUTION
Payette & Simms

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : (514) 343-7630 • Téléc. : (514) 343-7744
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 7 000 copies.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

Quartier Libre est membre de l'Agence de presse étudiante mondiale (APEM - www.apetudiante.info)

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
7 novembre 2007
PROCHAINE TOMBÉE
31 octobre 2007

ÉDITO

Mots qui ne devraient pas être prononcés à l'UdeM

NOTRE INDEX

Rachelle MC DUFF

La liste des 222 mots proscrits à l'Assemblée nationale du Québec a fait beaucoup jaser. Comme à leur habitude, les médias québécois s'en sont donnés à cœur joie pour « éditorialiser » sur le sujet. Les Québécoises et les Québécois connaissent désormais plusieurs de ces termes interdits : girouette, bouffon, deux de pique, clown, tapis de porte, tata, ti-coune et mes préférés… gorlots-là, mousquetaire de Joliette et sépulcre blanchi. *Quartier Libre* s'est donc prêté à l'exercice de trouver des mots et expressions qui pourraient ou devraient être proscrits du langage de quelques acteurs importants de l'Université de Montréal. Voici notre liste des « tabous ».

1. DGEQ : Comme vous le lirez dans la brève intitulée « Le DGEQ condamne la FAÉCUM » en page 5, celle-ci voudrait bien oublier le Directeur général des élections du Québec. La Fédération a dû payer une amende de 630 $ au DGEQ pour avoir « fait ou autorisé » des dépenses électorales qui auraient dû être déclarées par un agent officiel d'un parti habilité. Mais ils ne savaient pas… comme ils ne savent pas corriger leurs fautes de français (voir mot # 10).

2. Frais technologiques (ou afférents) : Moyen qu'ont trouvé les universités pour pallier leur manque de financement. Sous toutes sortes de formes, les frais technos se retrouvent sur votre facture universitaire à moitié compréhensible. Ce brouillard « factural » permet à l'administration de charger de plus en plus de frais aux étudiants qui n'ont souvent pas le courage de débattre avec elle.

3. Indépendant : Qualificatif qui ne doit en aucun cas être utilisé pour définir le journal *Forum*. Nous ne voulons pas insinuer que le journal est de mauvaise qualité ou fait mal son travail. Mais il est important de comprendre que *Forum* est l'organe de communication de l'Université de Montréal et donc, n'est pas indépendant ce qui constitue pourtant un préalable toute démarche « journalistique ».

4. Jean Charest : Source de bien des ennuis pour la FAÉCUM, Jean Charest et son gouvernement libéral prônent le dégel des frais de scolarité qui hérisse tant le poil des faécumiennes et des faécumiens. Mais sans Jean Charest, source de mobilisation populaire, que ferait la FAÉCUM ? Il n'y aurait plus d'autobus allant manifester à Trois-Rivières. Ni de multiples rencontres pour discuter des prochaines actions faécumiennes « à grand impact ». Peut-être que ce mot ne devrait pas être dans l'index finalement…

5. Manque d'espace : On ne cesse d'entendre que l'UdeM manque d'espace, de locaux pour de nouvelles installations ou autres. Ces mots devraient être bannis du langage de la direction. Avez-vous dit 1420, boulevard Mont-Royal ? Ah non. Vous avez dit gare de triage d'Outremont. Désolée.

6. Pepsi : En 1999, Pepsi et l'UdeM signait un contrat d'exclusivité négocié par la firme britanno-colombienne Spectrum Marketing. En 2003, *Quartier Libre* (nouvelle reprise par *Le Devoir* au lendemain de la parution du QL) révélait l'entente qui lie l'UdeM à Pepsi et où une somme de 1,25 million a été versée sans appel d'offres à la firme de marketing. Depuis sa signature, les rapports entre les différentes parties de l'accord ont été plutôt houleux, surtout lorsque le versement de la commission effectué à Spectrum Marketing a dû être interrompue. *Quartier Libre* a aussi exposé le fait que « *dans l'entente d'exclusivité Université de Montréal/Pepsi, il figure une clause selon laquelle la partie de deuxième part – la direction de l'UdeM, la FAÉCUM et l'AGEEFEP – s'engage à prendre tous les moyens raisonnables pour respecter le volume minimum d'achats* [de 820 000 caisses de produits] ». Cela équivaut à 17 litres par étudiant et par session de Pepsi, Aquafina ou encore de Thé glacé Lipton. Pepsi, un mot que l'administration de l'Université aimerait voir s'évaporer… mais qui va bientôt faire son retour sur la scène universitaire : l'entente doit prendre fin en 2008, les différents parties font donc devoir s'entendre sur les suites à lui donner.

7. Polémique : Lors d'un entretien entre *Quartier Libre* et *Forum*, la direction de ce dernier a révélé vouloir éviter les sujets polémiques. Il ne faudrait surtout pas découvrir un autre « contrat Pepsi » ou un problème touchant la direction de l'Université. Il est mieux de se concentrer sur combien de Chaires de recherche nous avons et sur la déclaration annuelle du recteur, Luc Vinet, qui annonce que « *l'avenir a besoin de nous* » (*Forum* du 15 octobre 2007).

8. Simple citoyen : En début d'année 2007, le recteur Luc Vinet rencontrait des collègues recteurs d'autres universités québécoises. Lors de cette rencontre, M. Vinet s'est exprimé en faveur du dégel des frais de scolarité. Peu de temps après, l'Assemblée universitaire lui rappelait qu'elle seule pouvait se prononcer sur de telles orientations. Il a alors répondu qu'« *il ne s'était exprimé qu'en tant que simple citoyen* ». Comme *Quartier Libre* l'a fait remarquer dans son numéro 12, volume 14 : « *M. Vinet a rencontré trois autres citoyens, qui, par mégarde, occupent également des fonctions de recteur, et ces quatre individus lambdas ont alors décidé de confier leurs opinions à la presse, qui, c'est bien connu, est toujours à l'affût des réflexions des "simples citoyens".* » Expression à ne plus utiliser lors de rencontre avec ses pairs.

9. Suffrage universel : Lors du dernier Conseil central (CC) de la FAÉCUM, un étudiant en droit a proposé de modifier le mode de sélection du secrétaire général de la FAÉCUM. Actuellement, ce sont les représentants des associations membres réunis en Congrès qui le choisissent. Cette proposition est fort simple : l'instauration du suffrage universel. Cela permettrait, entre autres, de faire connaître la Fédération aux étudiants et de les conscientiser à son fonctionnement. Il est déplorable qu'une grande partie des étudiants de l'UdeM ne connaît même pas le nom de l'actuelle secrétaire (Julie Bouchard, en passant) ni le rôle de la FAÉCUM. Cette méthode d'élection est en vigueur à McGill et Concordia, mais le CC n'a même pas voulu permettre à l'étudiant de proposer une question sur le sujet au référendum de novembre prochain. Serait-ce un excès de pouvoir du CC qui aurait peur de perdre sa légitimité ? Donc, faites attention lorsque vous croiserez un officier de la FAÉCUM (si vous les reconnaissez bien sûr !), les mots « suffrage universel » et « élections au secrétariat général » ne font pas bon ménage.

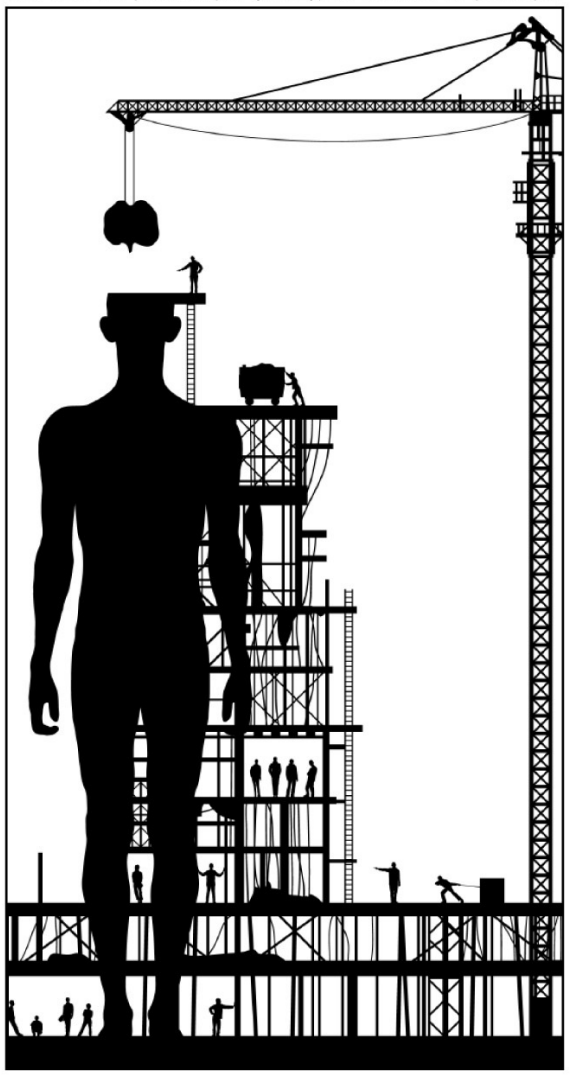
10. Travail d'élève de secondaire 1 : Qualificatif utilisé par un représentant d'une association étudiante, lors du Conseil central (CC) du 14 février dernier pour décrire un communiqué de presse de la FAÉCUM comportant une vingtaine de fautes. On dirait bien que la FAÉCUM n'avait, en effet, pas fait ses devoirs…

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 4

Francis Hogue
Coordonnateur aux affaires associatives
Fédération des associations étudiantes
du campus de l'Université de Montréal

L'avenir s'écrit au présent

La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal a maintenant 31 ans. Au cours des trois dernières décennies, forte de la détermination de centaines d'étudiants de tous horizons sur le campus, votre FAÉCUM a accompli de grandes choses dont vous profitez au jour le jour. Je pense, entre autres, à la réduction des frais de photocopie (2001), à l'énoncé de politique



environnementale de l'Université de Montréal (2002), à l'extension des heures d'ouverture des bibliothèques (2003), au retrait des frais afférents de 25 dollars par crédit pour les cours de langue (2005), à la transformation des frais technologiques en cotisation automatique non obligatoire (2007) ainsi qu'à l'évaluation de l'enseignement aux cycles supérieurs qui doit commencer cette année. Mais ces grandes choses n'ont été rendues possibles que par la volonté et l'implication des étudiants membres.
Aujourd'hui, votre Fédération a besoin de vous. Votre Fédération fait appel à vous.

Aujourd'hui, des dizaines et des dizaines d'étudiants travaillent avec ardeur à la réalisation du Référendum FAÉCUM 2007. De l'organisation logistique à la diffusion d'informations en passant par la formation de scrutateurs bénévoles et la formation de comités partisans défendant une option à une question, le campus grouille d'activité référendaire. Peut-être ne l'avez-vous pas encore remarqué, mais cela ne saurait tarder. Tous ces étudiants, peu importent leurs opinions, partagent un objectif : stimuler le débat et vous inciter à vous rendre aux urnes du 5 au 16 novembre prochain. Bref, ils cherchent par tous les moyens à vous impliquer dans ce processus référendaire d'une importance démocratique incontestable.
Vos représentants étudiants, que ce soit aux niveaux départemental, facultaire ou universitaire, se soucient de vous représenter aussi fidèlement que possible. En effet, ce sont vos représentants étudiants qui ont voulu ce référendum pour prendre le pouls des quelque 33 500 étudiants membres de la FAÉCUM, dont près de 10 000 étudient aux cycles supérieurs. Lors du congrès de mars dernier, ils ont doté le bureau exécutif nouvellement élu d'une orientation de travail en ce sens. Durant l'été, le conseil central a créé un comité référendaire mandaté d'étudier les propositions de questions soumises par l'ensemble de la communauté universitaire. C'est ainsi que l'on retrouve, dans le référendum de cette année, des questions sur les médias étudiants indépendants de l'Université, la radio CISM 89,3 FM et le journal Quartier libre.

Par les années passées, la participation des étudiants au référendum a permis d'atteindre des objectifs de longue haleine. Pensons seulement à l'évaluation de l'enseignement au premier cycle, que les étudiants ont resserrée par voie référendaire en 1994, à la politique linguistique revendiquée en 1997, ou encore à la création de la halte-garderie Le Baluchon suite au Référendum FAÉCUM 2001.

Lors de chaque référendum, des efforts sont déployés par le bureau exécutif, par les représentants des associations membres et par les membres des comités partisans pour transmettre toute l'information aux quatre coins du campus. Renseignez-vous! Grâce aux nouvelles technologies, cela est d'autant plus facile. La FAÉCUM met son site Web à jour régulièrement et vous y offre tous les renseignements inhérents à la consultation référendaire de cette année : présentation exhaustive des questions référendaires, informations sur les comités partisans, procédures de vote postal et présentiel aux bureaux de scrutin. Surveillez aussi votre boîte de réception de courriel institutionnel, puisque nous vous y acheminons souvent des renseignements importants.
Toutefois, pendant la période référendaire, qui s'ouvrira officiellement le 29 octobre, le bureau exécutif laissera toute la place aux étudiants. Nous vous encourageons à participer dans les sphères qui vous intéressent : bénévolat, sensibilisation, débats, etc. Le plus important demeure que vous vous rendiez aux urnes entre le 5 et le 16 novembre pour exprimer votre opinion sur les sept (7) questions référendaires.

N'oubliez pas que les résultats du Référendum FAÉCUM 2007 orienteront le travail de la FAÉCUM pour les prochaines années. Vous foulez le sol « udemien » pour la première fois? Participez à façonner la Fédération à votre image. Vous terminez bientôt vos études à l'UdeM? Partagez votre opinion empreinte d'expérience! Que vous en soyez à votre première ou à votre dernière session, votre opinion compte!

FAÉCUM

La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal regroupe, par l'intermédiaire des associations départementales et facultaires, les étudiants de premier cycle et de cycles supérieurs de l'Université de Montréal. Plus de 30 000 membres sont aujourd'hui représentés par 79 associations étudiantes sur le campus. La mission de la FAÉCUM est de défendre et de promouvoir vos droits et intérêts au sein de l'Université et à l'extérieur de ses murs.

Votre Fédération a été fondée en 1976 par la volonté des étudiants de se doter d'une organisation efficace pour défendre et promouvoir leurs droits et leurs intérêts. Aujourd'hui, sa mission fondamentale s'est adaptée aux nouvelles réalités.

C'est à travers la FAÉCUM que vous pouvez faire valoir votre opinion à l'ensemble de la communauté universitaire et étudiante concernant votre formation ainsi que vos conditions de vie et d'études.

Grâce à une entente avec le Quartier libre, la FAÉCUM dispose de cette page à chaque édition pour vous informer de ses activités et des avancées sur les dossiers qui vous touchent. Vous retrouverez donc dans chaque édition du Quartier libre un ou plusieurs textes signés par les officiers de la Fédération, vos représentants élus.

Pour en savoir plus sur votre Fédération,
ses officiers et les mandats qui leur sont confiés,
visitez son tout nouveau site Web :
http://www.faecum.qc.ca.

Pour des idées d'articles ou des commentaires sur ce texte, écrivez à redaction@faecum.qc.ca.

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale du *Quartier Libre*

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 5

OPINION :

Du mouvement, étudiants !

DEUX MINUTES, S'IL-VOUS-PLAÎT !

Maude L'ARCHEVÊQUE

Ouh là. Ça va incroyablement bien dans le mouvement étudiant. La campagne contre le dégel des frais de scolarité imposé par le gouvernement Charest fonctionne à merveille. Les étudiants sont tellement mobilisés, la couverture médiatique est tellement positive qu'on a du mal à imaginer comment la campagne pourrait échouer, comment le gouvernement pourrait faire autre chose que reculer, rétablir le gel des frais de scolarité ou, tant qu'à y être, établir la gratuité scolaire devant la force du mouvement qui s'abat sur lui. On ne s'étonnerait pas si la révolution était déclenchée demain matin. Le prolétariat sera au pouvoir la semaine prochaine.

J'aimerais vraiment écrire tout cela – et bien plus encore – sans rire.

Il semble qu'on ait placé la charrue devant les bœufs. Avant même d'avoir convaincu une masse critique d'étudiants que le dégel des frais de scolarité est une mauvaise chose, on leur a demandé de partir en grève. Ce n'est pas une question d'être « frileux » ou « mous », comme on peut le lire sur le forum de discussions de l'ASSÉ. C'est plutôt une question de prendre deux minutes (ou une session) pour réfléchir aux raisons qui nous poussent à vouloir la grève. Prendre deux minutes pour essayer d'autres moyens de pression avant de recourir au plus radical.

Tout se passe comme si quelques nostalgiques du printemps 2005 n'avaient attendu qu'une excuse pour repartir en grève. Certains militants qui prônaient la gratuité scolaire – et bien d'autres choses encore – avaient été bien déçus de l'entente « à rabais » conclue par les Fédérations collégiale et universitaire avec le gouvernement Charest. Ils ne se laisseraient plus récupérer par les « méchantes fédés ».

C'est oublier que ce qui faisait la force du mouvement du printemps 2005 contre des coupures à l'aide financière aux études, c'était la diversité des gens qui en faisaient partie. Des cégépiens de tous les programmes aux étudiants en médecine, en passant par les étudiants en anthropologie, des étudiants de tous les horizons faisaient la grève. La société était ainsi réellement menacée par une session ratée.

Cette année, le mouvement sera avant tout universitaire ou ne sera pas. Les votes de grève tenus dans les cégeps, notamment au très rapide sur la gachette Cégep du Vieux-Montréal, ont tous échoué. Dans les médias, on ne parle que des votes de grève qui n'ont pas été positifs. Cela donne l'impression que les étudiants collégiaux et universitaires sont assez indifférents au dégel des frais de scolarité. Le gouvernement Charest peut dormir sur ses deux oreilles.

Ainsi, un automne de votes de grève ratés fait bien plus mal au mouvement étudiant qu'un automne sans mention de grève ne l'aurait fait. La fin peut justifier les moyens, mais les étudiants n'ont pas qu'un seul moyen à leur disposition, à placer sur un piédestal parce qu'il a bien servi par le passé.

Pendant ce temps, les camps se radicalisent. Les militants de longue date en faveur de la gratuité ou du gel risquent de perdre leur base un peu ambivalente. Cette base, il s'agissait de l'acquérir à la cause, pas de la faire fuir en brandissant la grève.

C'est à se demander ce que sera le résultat de la question sur le dégel des frais de scolarité dans le référendum de la FAÉCUM qui se tiendra au début de novembre. Le risque que la Fédération se retrouve à devoir défendre une position favorable au dégel des frais de scolarité du gouvernement Charest est non négligeable. Cette situation constituerait en quelque sorte un désaveu d'institutions fédératives comme le Conseil central et le Congrès, où les étudiants sont représentés à travers leurs associations étudiantes.

Saluons cependant le courage qu'a la Fédération de retourner vers sa base pour une question aussi cruciale. Car un mouvement contre le dégel ne se fera que par la base étudiante. Une poignée d'exécutants ne suffira pas pour ramener ne serait-ce que le *statu quo*.

Les propos tenus par notre chroniqueuse ne reflètent pas nécessairement la ligne éditoriale de Quartier Libre.

BRÈVES

Référendum étudiant

Il n'y aura pas de questions supplémentaires au référendum de la FAÉCUM du 5 au 16 novembre. Une question devait être approuvée par le dernier Conseil central (CC), qui se tenait le 10 octobre, pour compléter les sept déjà adoptées. Elle portait sur de nouvelles sources de financement étudiant et s'inscrivait dans le cadre d'une volonté de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) de sonder l'ensemble des membres afin de trouver une solution alternative au dégel des frais de scolarité et de façon générale au financement de l'éducation. Le CC trouvant la question trop vague ou trop précise, et devant le peu de marge de manœuvre, a simplement refusé la question. Une dernière question présentée par un délégué de l'association de Droit et portant sur l'élection au suffrage universel du secrétaire général de la FAÉCUM a aussi été débattue avant d'être rejetée. **(SW)**

Le DGEQ condamne la FAÉCUM

La FAÉCUM a fait du tort au Parti libéral du Québec lors des dernières élections provinciales, a conclu récemment le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) dans un constat d'infraction dont *Quartier Libre* a obtenu copie.

La Fédération a plaidé coupable le 1er octobre et a dû verser une amende de 630 $. *« En imprimant et en installant sur le campus de l'Université de Montréal des affiches défavorisant le PLQ »*, la FAÉCUM a *« fait ou autorisé »* des dépenses électorales qui auraient dû être déclarées par un agent officiel d'un parti habilité, peut-on lire.

Cette campagne d'affichage dénonçait les promesses libérales de dégeler les frais de scolarité. *« La loi électorale peut s'interpréter de toutes manières*, pense Jocelyn Caron (coordonnateur aux affaires externes de la FAÉCUM), qui promet que *la prochaine fois, la FAÉCUM s'enregistrera en tant que tierce partie »*. Au DGEQ, on explique que *« ce genre d'infractions n'est pas nouveau »*, tout en refusant de révéler l'origine de la plainte. **(CS)**

En attendant la hausse de cotisation, 250 000 $ de déficit !

Alors que la FAÉCUM s'apprête à demander aux étudiants de voter en faveur d'une hausse de cotisation lors du référendum qui débute le 29 octobre, le budget prévisionnel de l'année 2007/2008, que *Quartier Libre* a pu consulter, prévoit un déficit de près de 250 000 $ (1 248 432 $ de charges contre 997 900 $ de produits). En clair : ce budget a été conçu en supposant que les étudiants accorderont la hausse de cotisation demandée – de 10,50 $ par session et étudiant à 15 $. Si la réponse était négative, il faudra tout reprendre !

Parmi l'avalanche de chiffres que nous avons pu voir, nous avons été surpris du paradoxe qui veut que 23 000 $ soient consacrés aux « camps de formations/orientations » de la FAÉCUM – destinés à « socialiser » officiers du Bureau Exécutif et représentants d'associations – tandis que seulement 5 000 $ de bourses de recherche sont attribués aux étudiants de cycles supérieurs. Curieux sens des priorités. **(CS)**

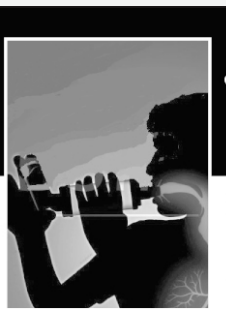
Québec ne rénovera pas le 1420, Mont-Royal

Lors de l'Assemblée universitaire (AU) du 15 octobre, il a souvent été question de reddition des comptes, de transparence et de responsabilité (*« accountabilité »*), notamment au sujet du pavillon 1420, Mont-Royal. À la séance précédente de l'AU, le recteur Luc Vinet avait présenté l'éventualité d'une prise en charge par le ministère de la Culture d'une partie des coûts des travaux (en raison de l'architecture et de l'ancienneté du pavillon). Questionné à ce sujet, M. Vinet a fait part de la réponse négative du ministère, mentionnant au passage que tout avait été simplement fait *« par téléphone »*. Acheté en 2003, le pavillon est semble-t-il apparu comme un gouffre financier pour l'UdeM, qui l'a finalement mis en vente via la société CBRE. **(SW)**

Succès du certificat en coopération internationale

Le nouveau certificat en coopération internationale de la Faculté de l'éducation permanente (FEP) connaît plus de succès qu'espéré. La FEP s'attendait à une cinquantaine d'étudiants pour la première cohorte : ils ont été 200 à s'inscrire.

Ce chiffre s'expliquerait par une plus grande ouverture des Québécois à l'international. Sans stage obligatoire dans le programme, le certificat offre une formation plus théorique que pratique. En phase de rodage, l'offre de cours est restreinte pour la première session. Toutefois, pour l'automne 2009 le programme devrait offrir tous les cours initialement prévus. **(NFR)**



Souffrez-vous d'ASTHME ?

Vous pourriez être admissible à participer à une étude clinique sur le traitement de l'asthme.

Pour participer vous devez :
- Avoir 18 ans ou plus, et
- Avoir un diagnostic d'asthme depuis plus d'un an

Les participants recevront :
- Un examen médical
- Médication de l'étude
- Compensation de votre temps ainsi que vos frais de déplacement

Si vous êtes intéressé, si vous avez des questions ou encore si vous avez besoin de plus d'information, SVP contacter :

Bureau du Dr Paolo Renzi
A/s Nathalie ou Guylaine, coordonatrice de recherche
Tél : 514-890-8000 p.28035

CHUM

COURRIER DES LECTEURS :

Réagissez

aux articles !

Laissez libre cours à votre plume et envoyez un court texte de 3 000 caractères ou moins et nous nous ferons un plaisir de vous publier. Envoyez à : info@quartierlibre.ca

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 6

CAMPUS

Paul Charbonneau

Tête chercheuse

SOUS LE SOLEIL EXACTEMENT

Professeur titulaire à la Chaire de recherche du Canada en physique solaire, Paul Charbonneau fait partie du Groupe de recherche en physique solaire (GRPS) de l'Université de Montréal. Il étudie l'activité solaire au moyen de simulations numériques. Décrire et prédire les phénomènes solaires, comprendre leur impact sur l'atmosphère de la Terre : tels sont ses défis.

PHOTO : CHARLOTTE HORNY

Vers l'an 1000, l'activité solaire était très élevée et ce fut une période de réchauffement : les Vikings cultivaient des pommes de terre au Groenland.

Charlotte HORNY

Quartier Libre : Pouvez-vous nous présenter les domaines de recherche de la physique solaire ?

Paul Charbonneau : La physique solaire est l'étude du Soleil, l'étoile la plus proche de la Terre. On peut donc l'étudier avec un niveau de détails inégalable. Par sa proximité, le Soleil est le moteur de plusieurs phénomènes sur Terre : il est source d'énergie pour toutes les espèces vivantes, il agit sur le climat, sur l'atmosphère ou même sur les satellites et les liaisons radio. Il y a donc des raisons très pratiques de s'intéresser à l'activité solaire.

Q. L. : Quels sont les champs d'intérêt du GRPS ?

P. C. : Le GRPS est spécialisé dans l'étude du cycle d'activité magnétique du Soleil. Ce dernier sert de moteur et de source d'énergie à tous les phénomènes solaires qui peuvent affecter l'atmosphère terrestre. Nous procédons par simulations numériques et par modélisations. Mais la complexité rend pour l'instant impossible une modélisation globale des activités solaires.

Q. L. : Comment l'activité solaire peut-elle avoir des effets sur la Terre ?

P. C. : Le Soleil n'émet pas juste de la lumière. Il émet également un vent de plasma qui exerce une pression contre le champ magnétique de la Terre pour créer un équilibre. Une forte éruption solaire va donc perturber cet équilibre. On peut alors observer des surcharges de lignes à haute tension ou une perte de réflexion des ondes radio par ionosphère. Par exemple, les vols aériens qui passent près des pôles peuvent perdre tout contact radio avec les stations de contrôle. De même, des radiations peuvent entrer dans l'atmosphère ; ainsi, certaines compagnies aériennes interdisent à leurs employées enceintes de travailler sur ces vols transpolaires.

Q. L. : Ces fortes éruptions solaires sont-elles fréquentes ?

P. C. : L'activité magnétique du Soleil est structurée selon un cycle qui dure environ 11 ans. En 2007, nous sommes dans une période d'activité minimale. Elle devrait remonter en 2008 pour atteindre son maximum vers 2010. Nous menons un gros travail de prédiction de l'activité solaire. D'ailleurs, il existe un organisme basé à Ressources naturelles Canada qui donne quotidiennement des prévisions sur les conditions spatiales et émet occasionnellement des alertes à des compagnies comme Hydro - Québec, qui abaissent alors la tension sur leurs lignes.

Q. L. : Existe-t-il un lien direct entre l'activité solaire et les changements climatiques ?

P. C. : C'est un sujet très politique. Certains aimeraient pouvoir dire qu'il n'y a que des causes extérieures, d'autres, que tout est lié à l'activité humaine. Personnellement, je crois que durant ces quarante dernières années, l'activité humaine a été le principal facteur du réchauffement de la planète. Avant cette période, c'est loin d'être clair. Il existe des anecdotes historiques qui semblent montrer un lien entre le niveau d'activité du Soleil et le climat. Entre 1645 et 1715, l'activité solaire était presque nulle. Cette période correspond aussi à ce que les climatologues appellent la « petite ère glaciaire ». Vers l'an 1000, l'activité solaire était très élevée et ce fut une période de réchauffement : les Vikings cultivaient des pommes de terre au Groenland. Mais il est difficile de dire s'il y a une réelle corrélation ou si ce sont seulement des coïncidences.

HUBERT REEVES À L'UdeM

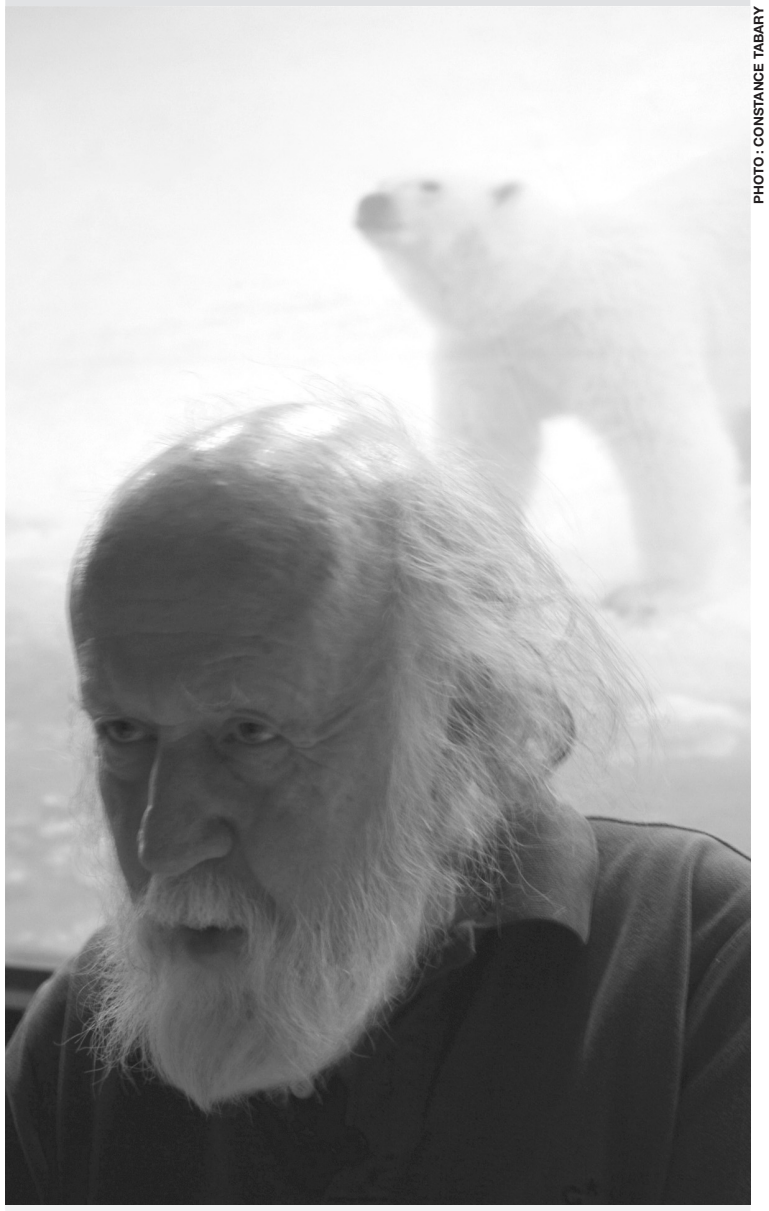


PHOTO : CONSTANCE TABARY

Hubert Reeves, un des scientifiques contemporains les plus populaires, a donné une conférence sur l'avenir de la vie sur Terre à l'UdeM, le 16 octobre.

Plus de 700 humains inquiets étaient présents pour écouter l'astrophysicien, ce qui démontre son aura, quand on sait qu'en moyenne de telles conférences attirent entre 100 et 200 personnes. Hubert Reeves a expliqué les risques qui planent sur notre espèce et les défis à relever pour nous sortir de la sixième extinction terrienne.

Les ravages de l'Homme sur la planète menacent d'extinction de nombreuses espèces. Trente pour cent d'entre elles auraient déjà disparu. Ceci permet aux scientifiques de conclure que nous nous sommes engagés dans une sixième extinction planétaire. Les espèces les plus menacées seraient les grands arbres et les mammifères de plus de six kilogrammes. Pas besoin de vous peser, vous en faites partie.

Hubert Reeves a expliqué méthodiquement et non sans humour comment les hommes sont responsables de ce phénomène et ce qui risque de se passer dans les décennies à venir.

Afin de sortir du phénomène d'extinction, il met de l'avant deux scénarios. Soit l'Homme disparaît et les espèces survivantes peuvent enfin dire *« ouf »*.

Aux yeux du scientifique, ce serait bien dommage, car l'Homme n'a pas que des méfaits à son actif. Atterré par l'inertie des forces politique internationales d'il y a quatre ans, Hubert Reeves se dit plus optimiste depuis deux ou trois ans. *« Ce qui compte, c'est la détermination »*, dit-il. **(Constance Tabary)**

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 7

Amiante sur le campus

VOUS EN REPRENDREZ BIEN ENCORE ?

Utilisé abondamment comme isolant dans la construction des bâtiments jusqu'en 1980, l'amiante est omniprésent dans les murs, les plafonds et les planchers de l'Université de Montréal (UdeM). Au début des années 2000, l'Université a commencé à le retirer. Une opération longue et coûteuse. Portrait de la situation.

Valérie SIMARD

La salle Claude-Champagne vient récemment de rouvrir ses portes. Le local de concert de la Faculté de musique de l'UdeM avait été fermé pendant cinq mois, de mai à octobre 2007. Les matériaux recouvrant les murs de la salle contenaient de l'amiante et l'Université a entrepris de les remplacer. Coût du projet : un million de dollars, incluant la location d'une autre salle pour la présentation des concerts.

« Il s'agit de l'un des plus importants projets de désamiantage à l'Université », remarque Suzanne Deguire, coordonnatrice Santé et sécurité au travail (SST) à la Direction des immeubles (DI) de l'UdeM. En 1999-2000, la DI a dressé un inventaire des matériaux contenant de l'amiante en analysant plusieurs échantillons de tuiles de plancher et de plafond, de plâtre et de revêtements de tuyauterie dans tous les pavillons, incluant celui de Saint-Hyacinthe. Réalisée par la société d'ingénierie conseil Dessau-Soprin, aujourd'hui Dessau, l'étude a démontré la présence d'amiante dans presque tous les bâtiments du campus.

« En 2000, nous avons entrepris d'enlever l'amiante là où c'était le plus problématique », indique Suzanne Deguire. Des travaux ont eu lieu dans les salles audiovisuelles du pavillon Marie-Victorin, au pavillon Marguerite d'Youville, à l'ancien couvent du 1420 Mont-Royal, aujourd'hui à vendre, ainsi que dans les locaux de la Faculté de médecine dentaire et dans la salle de classe E-310, tous deux situés au pavillon Roger-Gaudry.

« Nous y allons peu à peu, observe Mme Deguire. *Mais le but n'est pas d'enlever tout l'amiante. Il y en a partout. »* Au-delà des grands travaux, la Direction des immeubles songe à remplacer l'amiante par d'autres matériaux lorsque des travaux ponctuels sont réalisés. Celui-là se retrouve fréquemment dans le revêtement de la tuyauterie et dans les salles mécaniques. Lorsqu'un tuyau doit être remplacé, l'équipe SST, qui compte un contremaître et trois préposés, fait d'une pierre deux coups et en profite pour remplacer l'amiante. Les règles de la Commission sur la santé et sécurité au travail sont strictes. Selon le risque d'exposition, les travailleurs doivent porter un équipement de protection et protéger l'aire de travail, car les fibres d'amiante représentent un danger lorsqu'elles se dispersent dans l'air.

« S'il y a de l'amiante au-dessus des tuiles acoustiques, comme c'est le cas au pavillon Roger-Gaudry, il faut prendre des mesures de précaution dès qu'une tuile est soulevée », explique Suzanne Deguire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle une salle de toilettes du 3200, Jean-Brillant a été fermée pendant une journée au début du mois.

Lorsqu'elle entreprend des travaux dans une zone où l'on retrouve de l'amiante, l'UdeM travaille de concert avec la CSST. *« L'employeur ou le propriétaire du bâtiment doit nous fournir l'information concernant la présence d'amiante et la description des méthodes de travail qui seront utilisées »*, précise l'agente aux communications de la CSST, Alexandra Reny.

COÛTS ÉLEVÉS

Comme l'enlèvement de l'amiante se fait souvent dans le cadre de travaux d'une autre nature, il est difficile d'évaluer la somme déboursée par l'Université de Montréal depuis 2000, soutient Suzanne Deguire. *« Mais ce n'est pas négligeable. Tout devient plus onéreux lorsqu'il y a de l'amiante. Un job d'une heure et demie peut en prendre trois. »*

Le prochain grand chantier prévu vise le remplacement des tuiles de plafond des pavillons Maximilien-Caron, Lionel-Groulx et 3200, Jean-Brillant. Plus de 20 000 mètres carrés de tuiles contiennent de l'amiante. Le projet est évalué entre 1 et 1,5 million de dollars, en plus de l'achat et l'installation de nouvelles tuiles et du système d'éclairage, qui coûtera presque autant. Le projet a été déposé au rectorat, qui doit allouer les fonds nécessaires avant que les travaux ne puissent démarrer.

Suzanne Deguire assure que l'amiante contenue dans les murs, planchers et plafonds de l'Université ne représente pas de danger pour les étudiants et le personnel. *« Tant que l'amiante ne se disperse pas, il n'est pas méchant »*, assure-t-elle. Des tests de qualité de l'air sont effectués chaque année dans tous les pavillons. Au printemps 2006, la salle de cours E-210 du pavillon Roger-Gaudry a été fermée sur-le-champ après que des tests ont démontré la présence de fibres d'amiante dans l'air de la salle. Elle n'a pu être rouverte que six mois plus tard, une fois les travaux complétés.

L'AMIANTE PAS TOTALEMENT À L'INDEX

Depuis 1980, il est interdit d'utiliser du flocage d'amiante dans les nouvelles constructions au Québec. L'usage de crocidolite et l'amosite, deux variétés d'amiante, a quant à lui été formellement interdit en 1990.

Toutefois, aucune loi n'oblige les propriétaires à retirer l'amiante emprisonné dans leurs bâtiments, même s'il s'agit d'écoles primaires, d'universités et autres bâtiments publics québécois. L'opération serait longue et très coûteuse.

« Lorsque des matériaux friables contenant de l'amiante sont endommagés et que des correctifs s'imposent, le propriétaire d'un bâtiment peut choisir l'une des options suivantes : le confinement ou le coffrage, l'encapsulation ou le scellement et, ultimement, l'enlèvement », indique le document « Amiante, on se protège ! » publié par la Commission de la santé et la sécurité au travail (CSST).

Selon le règlement sur la santé et la sécurité du travail, les propriétaires sont toutefois tenus d'effectuer annuellement des tests de qualité de l'air. Si les tests montrent un taux élevé de fibres d'amiante dans l'air, des mesures correctives doivent être prises.

La norme qui prévaut actuellement au Québec est de 0,2 fibre/cm^3 pour l'amosite et la crocidolite. L'exposition à l'amiante doit être réduite au minimum, vu les risques cancérigènes qu'il représente.

APPARTEMENTS / LOCATION

VADLAVAN INC. GESTION IMMOBILIÈRE
APPARTEMENTS À LOUER

VADLAVAN Inc., entreprise de gestion d'immeubles, offre le plus grand choix d'appartements dans le secteur situé entre l'artère commerciale Côte-des-Neiges (métro C-d.-N) et le Pavillon principal de l'Université (Métro UdM)
Près de 400 appartements à prix raisonnable (dans de petits immeubles résidentiels).
Tous sont en condition impeccable.
Nous proposons des appartements de toutes les tailles:
(1 ½ , 2 ½, 3 ½, 4 ½ , 5 ½,) non meublés ou meublés et équipés à la carte: nous offrons des baux de courtes durée ou de longue durée et nous avons aussi des appartements de luxe au ROCKLEDGE.

3505, boul. Edouard Montpetit, bureau 1, Montréal (Québec) H3T 1K6
(composez 5000 sur le clavier numérique dans le hall d'entrée)
Téléphone : 514-736-0554 • Télécopie : 514-736-1474
www.total/net~rockledge courriel : rockledg@total.net

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 8

CISM prévoit un déficit de 21 000 $

FINANCES MARGINALES

Un peu plus de 21 000 $ manquent pour boucler le budget de la station de radio des étudiants de l'UdeM. Bien que la direction ait réduit les dépenses de promotion et de sondages, elle mise maintenant sur une hausse de cotisation pour équilibrer ses finances.

André MARTINEAU

Le Conseil d'administration de la radio étudiante de l'Université de Montréal (UdeM) a adopté en avril dernier un budget déficitaire, une première depuis cinq ans. CISM, avec six employés et 150 bénévoles, fonctionne avec un budget annuel avoisinant les 450 000 $ – précisément, le budget prévisionnel 2007-2008 est de 441 502 $. En plus de tirer ses revenus des cotisations étudiantes et de la publicité, la station loue sa fréquence à des radios spécialisées **(voir encadré)**. *« L'an dernier, nous avions deux locataires, la Radio chinoise de Montréal et Radio Moyen–Orient. Quand Radio Moyen-Orient est passée sur la bande AM, nous avons perdu un important revenu »*, explique Jules Hébert, directeur général de la station. Ce sont ainsi 24 000 $ de moins dans les recettes de CISM.

Pour essayer de combler ce manque, plusieurs compressions ont été faites, principalement dans la production d'outils promotionnels. Cette année, la station ne fera pas de sondage BBM pour connaître ses cotes d'écoute, soit une économie de 10 000 $. Pour Marie-Claude Élie-Morin, présidente du Conseil d'administration de la station, *« les statistiques que BBM fournit sont un outil extrêmement utile pour aller chercher des annonceurs nationaux lucratifs. On devra se débrouiller sans cet appui. »*

PEU DE MARGE DE MANŒUVRE

Sans qualifier la situation de catastrophique, Jules Hébert croit que CISM ne pourrait pas remplir son mandat complètement si elle devait faire face à d'autres compressions budgétaires. *« En ce moment, nous sommes vraiment à la limite du raisonnable par rapport au nombre d'employés et à la gestion de nos équipements »*. Le directeur général cite en exemple le budget informatique, qui n'est que de 5 000 $, alors que la quasi-entièreté des opérations est informatisée. Le renouvellement de l'entente de location avec la Radio chinoise de Montréal pour l'an prochain n'est pas chose faite, ce qui ajoute à l'incertitude.

CISM ne serait pas la seule radio universitaire dans cette situation. À l'Université Laval, la station CHYZ a elle aussi adopté un budget déficitaire pour l'année fiscale 2007. Jean-Philippe Lessard Beaupré, directeur de la station de Québec, affirme lui aussi n'avoir que très peu de marge de manœuvre : *« Dans les radios de campus, même quand on termine l'année sans aller dans le rouge, on a rarement assez d'argent pour vraiment faire du développement. »*

RÉFÉRENDUM À VENIR

CISM utilisera le référendum de la FAÉCUM, qui débutera le 29 octobre prochain, pour demander aux étudiants une hausse de cotisation d'un dollar. À ce jour, chaque étudiant paie deux dollars par session à la station. Si les étudiants lui accordent cette hausse, la direction compte évidemment redresser ses finances, mais aussi développer davantage son service. *« Je ne pense pas que c'est de l'expansionnisme que de vouloir pousser davantage notre visibilité pour rejoindre plus de gens et nous faire valoir comme média indépendant »*, estime Jules Hébert. Il ne reste qu'à voir si les étudiants seront sur la même longueur d'onde.

Quand les radios ethniques partagent les ondes

La Radio chinoise de Montréal diffuse sur ce que le CRTC nomme une *« bande sous-porteuse »*. Ses auditeurs syntonisent le 89,3 FM, la même fréquence que CISM, mais doivent disposer d'un appareil décodeur pour écouter les romans radiophoniques de Hong Kong ou les nouvelles de leur communauté. Plusieurs groupes ethniques ou communautaires utilisent cette technologie pour avoir leur propre station de radio, au moment où les fréquences conventionnelles sont saturées dans la région de Montréal.

Football

DIFFICILE DÉBUT DE SAISON

Samedi 13 octobre, les Carabins ont mis fin à une série de quatre défaites. Par trois points, ils se sont imposés face au Vert et Or de Sherbrooke. Cette victoire ne fait pas oublier leur difficile début de saison.

Gabrielle CHARBONNEAU

Devant 4 293 spectateurs présents au CEPSUM, la victoire ne fut pas facile pour les Bleus. Il ont dû se battre jusqu'en prolongation pour finalement gagner 31 à 28. Grâce à cette victoire, les Carabins sont désormais en quatrième position, *ex æquo* avec l'Université de Sherbrooke. Ce qui leur permet de rester en lice pour les séries de fin de saison. Mais cette victoire ne doit pas occulter la fiche des Carabins, plutôt terne : deux victoires et quatre défaites.

CONCENTRATION ABSENTE

Selon les joueurs de l'UdeM, Martin Gagné, Hantz Boursiquot et Nickolas Morin-Soucy, la concentration fait défaut. Le manque d'attention pousse les joueurs à rater des phases de jeux importantes, croit M. Boursiquot. Ce dernier soulève aussi le problème d'agressivité des joueurs. *« Lorsque l'on veut trop en faire, on commet des erreurs. »*

Résultat de ce manque de concentration : les Bleus ont écopé de plusieurs punitions et ont manqué quantité de jeux. Selon les statistiques de la Ligue de football universitaire du Québec (LFUQ), les pénalités ont fait perdre aux Carabins en moyenne 145,2 verges par match, contrairement à 116,2 verges pour les autres équipes. Les pénalités constituent donc un vrai problème.

ATTAQUE DÉCEVANTE

Les joueurs reconnaissent le manque d'efficacité de l'attaque. Au premier match de la saison à domicile, Morin-Soucy comparait l'attaque à une bête endormie : *« Lorsqu'elle se réveillera, ce sera explosif ! »*, avait-il dit à *Quartier Libre*. Mais, toujours selon les statistiques de la LFUQ, l'attaque a marqué, en moyenne, 17,7 points par partie, contrairement à 26,5 points pour les autres équipes de la ligue. Selon Marc Santerre, entraîneur en chef des Carabins, le problème des points est dû au fait que les quarts-arrière (Marc-Olivier Brouillette et Stéphane Larosilière) ont eu de la difficulté à terminer leurs matchs. *« M. Brouillette a été blessé à la deuxième partie, ce qui a changé la dynamique de l'attaque »*, explique M. Santerre. *« Stéphane Larosilière n'est pas un mauvais quart-arrière, mais il est moins mobile que Brouillette »*. De plus, M. Larosilière s'est blessé à l'épaule au cours de la saison, un handicap qui l'a empêché de jouer normalement. Bref, selon l'entraîneur Santerre, le problème proviendrait des blessures des quarts-arrière, ce qui aurait ralenti le rythme de l'attaque. Marc-Olivier Brouillette est de retour au jeu depuis samedi dernier, les prochaines parties devraient mieux se passer.

PHOTO : GABRIELLE CHARBONNEAU

Les Carabins ont battu le Vert et Or de Sherbrooke 31 à 28.

UN PROBLÈME D'ENDURANCE

Pour George Chilig, photographe sportif depuis 25 ans ayant assisté à toutes les parties des Carabins cette saison, le problème des Carabins est d'ordre athlétique. *« Ce sont des gros joueurs et le quart-arrière, Marc-Olivier Brouillette, les fait bouger beaucoup, ce qui les essouffle »*. M. Chilig fait ici référence au fait que les Carabins commencent toutes leurs parties en force et que c'est à la deuxième demie que tout se gâche. Les Carabins sont donc, selon le photographe, incapables d'être forts durant toute une partie. Il suffit de consulter les statistiques pour comprendre la thèse de ce dernier. Lors des premières demies, les Carabins ont marqué 46 points contrairement à 40 dans les deuxièmes demies. Il leur reste un match en saison régulière, à l'Université Bishop's, le 27 octobre.

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 9

Textes anglophones dans le journal des étudiants de droit

LE PIGEON BAT DE L'AILE

Dans son édition du mois d'août, le Conseil d'administration (CA) du *Pigeon Dissident* annonçait à ses lecteurs l'adoption d'une résolution autorisant la publication d'articles en anglais. Cette initiative a suscité de vives réactions parmi les étudiants en droit. Pour mettre fin à la controverse, ces derniers devront se prononcer le 30 octobre.

Alexandre CAYLA

De 1999 à 2006, le nombre d'étudiants anglophones admis à l'Université de Montréal (UdeM) a crû de 116 %. Voulant faciliter leur intégration, le CA du *Pigeon Dissident* a récemment autorisé la publication d'un nombre restreint d'articles en anglais. Selon l'organe de décision, en refusant de permettre aux étudiants anglophones de publier dans leur langue, le journal se privait sciemment d'un apport intellectuel considérable puisque *« les étudiants capables de s'exprimer aussi bien dans les deux langues sont rarissimes »* et qu'*« une traduction obligée décourageait les autres et eût imposé un fardeau trop lourd à* [ses] *correcteurs »*. Estimant que la Faculté promouvait activement le bilinguisme, ce geste voulait, dans une certaine mesure, refléter cette réalité et faciliter leur intégration.

UNE CORDE SENSIBLE

Vraisemblablement, cette décision a touché une corde sensible tant elle a suscité de vives réactions. Dans l'édition d'octobre, Mathieu Bouthillier, directeur général du journal, explique qu'il démissionne en raison de son profond désaccord avec la décision. De plus, contrairement à la position de non-ingérence affichée par l'Association des étudiants de droit (AED), Nicolas Gilen-Danni, représentant des étudiants de deuxième année, révèle que celle-ci aurait tenté de faire passer une motion pour que le journal maintienne le *statu quo*, c'est-à-dire qu'il cesse de publier des articles en anglais. M. Gilen-Danni affirme également à *Quartier Libre* qu'*« officieusement, on sait que la réduction de 25 % dans le budget du* Pigeon *serait une tentative de l'AED de forcer le journal de cesser de publier des articles en anglais »*.

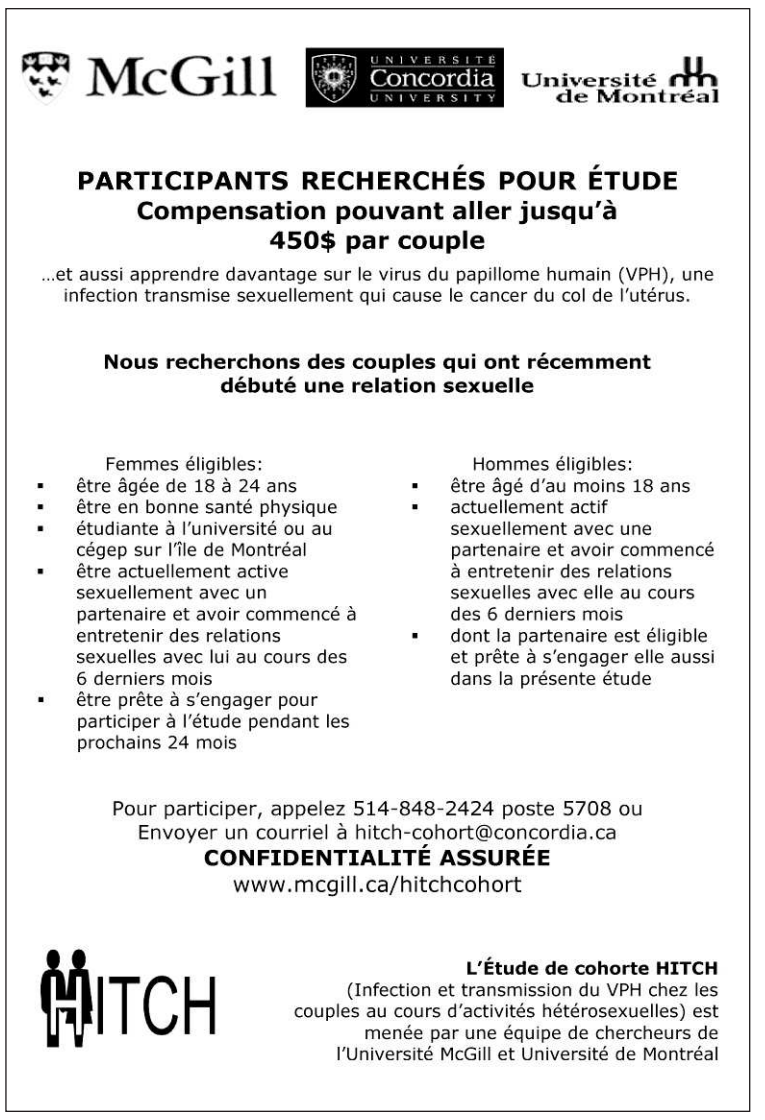
DES ÉTUDIANTS DIVISÉS

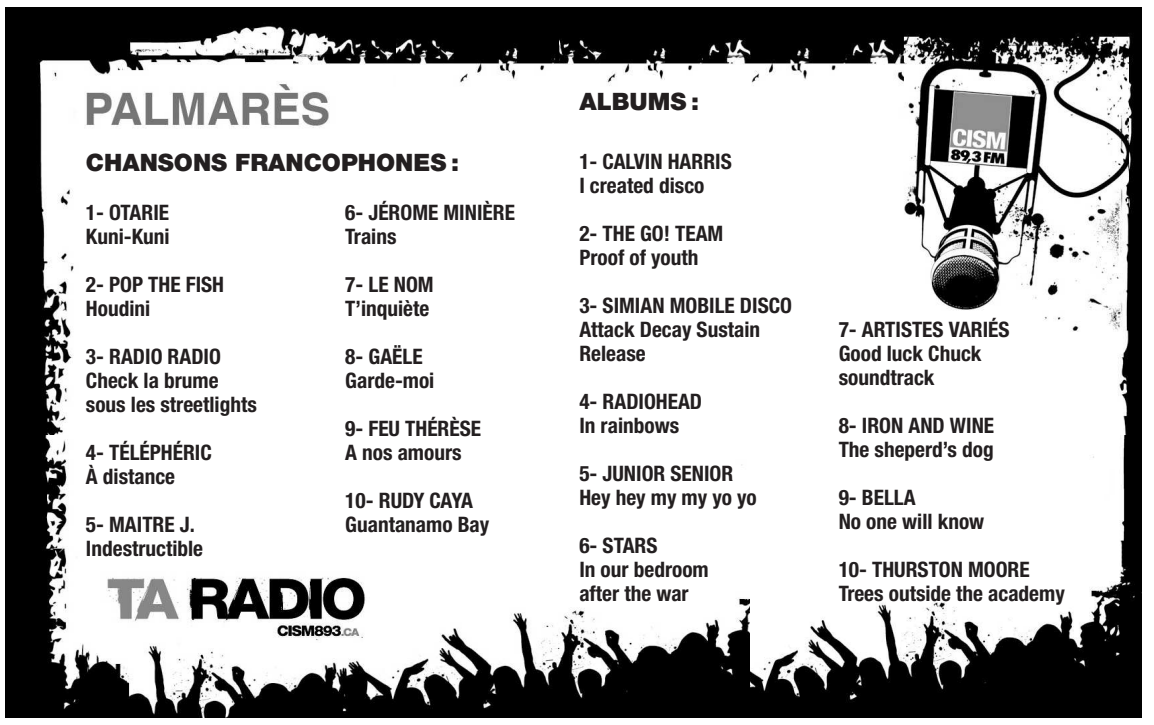
Au sein des étudiants en droit, les avis sont partagés. Pour David Kyffin, publier des articles en anglais n'est pas une menace, si cela est fait dans une perspective de francisation. Selon lui, *« il faut juste s'assurer qu'il n'y a pas d'abus, ce pourquoi j'ai parlé de barèmes comme seulement trois articles en anglais par étudiant »*. À l'opposé, Anne-Marie Genin considère qu'un tel compromis n'est pas souhaitable puisque le journal *« doit refléter le fait que l'UdeM est francophone »*. De plus, elle croit que ces barèmes ne satisferaient personne puisque les étudiants anglophones ne voudront pas les respecter, car *« arbitraires »*.

20 % DES ADMIS EN DROIT SONT ANGLOPHONES

Selon Isabelle Daoust, adjointe au registraire et responsable du programme de soutien aux anglophones, le cas de la Faculté de droit est particulier. Même si seulement 3 % des nouveaux admis à l'UdeM chaque automne se désignent comme « anglophones », selon ses estimations, ils représentaient 20 % des nouveaux admis en droit. Toutefois, selon son expérience, la dernière chose que les étudiants veulent, c'est créer des frictions avec leurs pairs. De plus, s'ils ont choisi l'Université de Montréal, *« ce n'est pas pour brandir des drapeaux et revendiquer des droits »*. La demande d'écrire en anglais ne devrait donc pas être perçue comme une tentative de *« vivre en anglais à l'UdeM »*.

La direction de la Faculté semble abonder dans le même sens. La vice-doyenne adjointe, Sophie Arès, affirme que même si la direction encourage le bilinguisme (voire le trilinguisme), le fait que l'UdeM soit francophone n'est pas remis en question. Même si elle accommode certains étudiants en leur permettant de rédiger leurs examens en anglais, il s'agit d'une mesure temporaire qui ne devrait pas s'appliquer sur une période de plus d'un an. De plus, ne sachant pas si la politique linguistique de l'UdeM inclut les journaux étudiants, elle affirme du bout des lèvres que *« même si le journal est un lieu de libre expression, il est quand même assujetti aux règles de l'Université »*. Quoi qu'il en soit, le dernier mot revient aux étudiants qui devront faire leurs devoirs et trancher la question lors de la prochaine assemblée générale du *Pigeon Dissident*, le 30 octobre.





_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 10

Manifestation contre le dégel

VOYAGEZ AVEC LA FAÉCUM

Une petite centaine d'étudiants a défilé dans les rues de Trois-Rivières, mercredi 17 octobre, en direction du bureau de Sébastien Proulx, le député adéquiste de Trois-Rivières. Dans la foule, entre 20 et 30 étudiants de l'Université de Montréal et du Cégep Édouard-Montpetit, venus avec le bus affrété par la FAÉCUM. Visiblement, le spécial « Lunch + transport gratuits » a peu séduit.

Anaïs VALIQUETTE L'HEUREUX

La manifestation n'a duré qu'environ 2 h 30. Lors du déplacement du cortège, les militants ne bloquaient qu'une seule des quatre voies de la rue, ce qui est plutôt atypique dans ce genre d'événement. *« C'est l'opinion publique qu'on veut mettre de notre bord. La population, c'est elle qui vote, c'est pour ça qu'on ne bloque pas les quatre voies »,* expliquait un cégépien.

La tranquille manifestation suivait donc son chemin, chantant les slogans habituels et les prévisibles chansons telles que *« Un peuple autonome investit dans les neurones… ».* Pas trop de bruit, ni d'excitation. Seulement quelques organisateurs inquiets devant ceux qui tenaient des drapeaux rouges et noirs et des boucliers confectionnés avec des poubelles, qui sont toutefois restés sagement dans le rang sans causer de dégâts.

Selon Geneviève Bond-Roussel, présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec, la ville de Trois-Rivières a été choisie parce que *« ça nous prenait un comté adéquiste ».* Mme Bond-Roussel ajoute qu'*« en plus ici, c'est celui du leader parlementaire de l'ADQ : il a donc le pouvoir de faire en sorte que son parti s'exprime sur le sujet. »* À la FAÉCUM, le coordonnateur aux affaires externes, Jocelyn Caron, avait, la veille de la manifestation, expliqué à *Quartier Libre* que cette mobilisation visait à *« positionner l'ADQ par rapport au débat sur le dégel ».* Ainsi, la manifestation s'est terminée devant le bureau du député de Trois-Rivières, Sébastien Proulx. Quelques représentants étudiants n'ont pu rencontrer que son attaché politique, lequel leur a promis une rencontre avec le leader parlementaire de l'opposition officielle la semaine suivante.

Tous les frais pour l'organisation de cette escapade trifluvienne ont été puisés dans les 60 000 $ du fonds de campagne créé par la FAÉCUM pour l'année 2007-2008.

PHOTO : CONSTANCE TABARY

« La population, c'est elle qui vote, c'est pour ça qu'on ne bloque pas les quatre voies » Un cégépien

Dégel des frais de scolarité

COALITION ET DÉSUNION

Afin de mener à bien le combat pour le gel des frais de scolarité, plusieurs associations étudiantes universitaires et collégiales du Québec se sont regroupées à Trois-Rivières le 6 octobre dernier au sein d'une nouvelle coalition *a priori* sans bannière : la Coalition des forces étudiantes québécoises. Précisions.

Stéphane WAFFO

Près d'une trentaine d'associations de divers horizons sont à ce jour membres ou observateurs de cette coalition. En font notamment partie la CSU (Concordia Student Union), la SSMU de McGill, l'AEP (Association des étudiants de Polytechnique), la FAÉCUM ou encore l'AGEUQAT d'Abitibi-Témiscamingue. En plus de ces associations traditionnellement membres de la FEUQ, d'autres associations collégiales sont présentes, ainsi que des organisations indépendantes comme l'AGEECLL du Cégep de Lévis-Lauzon, ou l'ÆLIÉS (Association des étudiants des cycles supérieurs de l'Université Laval). Michaëlle Bouchard, vice-présidente à l'externe de l'ÆLIÉS, précise toutefois que, pour l'instant, son organisation *« n'a pas de mandat pour suivre une coalition plutôt qu'une autre »* et que *« c'est donc à titre d'observateur »* qu'elle participe à la Coalition.

« La FEUQ a eu l'idée de rassembler tout ce qui existe comme associations universitaires et collégiales au Québec pour discuter d'un projet de coalition sans bannière », expliquent Julie Bouchard et Jocelyn Caron, respectivement secrétaire générale et coordonnateur aux affaires externes de la FAÉCUM. Selon eux, *« l'idée était de se trouver une table de concertation pour que tout le monde puisse travailler ensemble contre le dégel de Jean Charest ».* Essentiellement, les membres de cette coalition s'engagent à défendre comme revendications *« l'exigence d'une réelle bonification et réforme de l'aide financière aux études »*, *« l'exigence d'un réinvestissement public dans les établissements d'éducation postsecondaire permettant d'éliminer le sous-financement du réseau »* et finalement de *« combattre le dégel des frais de scolarité ».*

Luc Bois, externe à l'AGEUQAT, estime que la Coalition reste l'un des meilleurs moyens pour lutter contre le dégel pour une petite université telle que l'UQAT. Ainsi, il croit que, de cette façon, les étudiants d'Abitibi-Témiscamingue se font *« représenter à l'échelle nationale »*. De plus, M. Bois pense qu'en ayant une coalition dynamique, *« on peut être plus forts sur l'influence au niveau national ».* Pascal Marchi, vice-président aux affaires externe à l'AEP, rappelle que les étudiants de Polytechnique ont, lors d'un référendum tenu en mars dernier, clairement voté contre un dégel tel que proposé, c'est-à-dire *« sans réinvestissement massif dans les universités »*, explique-t-il. M. Marchi invite *« l'ensemble des étudiants qui s'opposent au dégel de Jean Charest »* à venir nombreux à la première manifestation de la Coalition, prévue le 22 novembre prochain à Montréal et à Québec. D'ici là, les membres de la Coalition se réuniront le 28 octobre prochain afin d'adopter une charte finale et, surtout, de se choisir un exécutif, dont un porte-parole qui pourra par la suite prendre le relais des négociations éventuelles.

Du côté de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), le secrétaire aux communications, Hubert Gendron-Blais, soutient que cette coalition n'est essentiellement qu'une *« coalition FEUQ »*. Par ailleurs, il estime qu'il n'y a *« aucune collaboration »* entre les deux mouvements, puisque n'ayant pas *« la même conception du droit à l'éducation »,* et surtout parce que les actions mises à l'avant sont très différentes.

Rappelant que la FEUQ privilégie toujours *« une approche lobbyiste »*, il continue en expliquant que son organisation travaille plutôt à une proposition émanant de son Congrès : *« une coalition nationale de grève »* pour laquelle elle voudrait rassembler aussi *« toutes les associations étudiantes, qu'elles soient affiliées ou non, qui vont vouloir travailler sur la même base de revendications* [gratuité scolaire, amélioration de la qualité des ressources et services, et système de garde public] *pour une campagne de grève générale illimitée ».*

Réunie en Congrès samedi 20 et dimanche 21 octobre, l'ASSÉ a néanmoins opté pour « la poursuite de l'escalade des moyens de pression ». Pas de grève illimitée pour l'instant, mais une manifestation nationale dans la métropole québécoise le 15 novembre.

Montréal va donc connaître deux manifestations nationales à une semaine d'intervalle… l'union du mouvement étudiant n'est donc toujours pas d'actualité.

Savez-vous que plagier peut entrainer un échec, la suspension ou le renvoi de l'Université?

Pour en savoir plus, nous vous invitons à consulter le site web sur l'intégrité, la fraude et le plagiat
<www.integrite.umontreal.ca>

À l'Université de Montréal, c'est
« L'intégrité pour une vraie réussite! »

L'intégrité intellectuelle :
- Une valeur à partager;
- Une compétence à développer;
- Une responsabilité individuelle et collective à assumer.

<www.integrite.umontreal.ca>

L'INTÉGRITÉ POUR UNE vraie RÉUSSITE

Université de Montréal

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 11

Huit Canadiens sur dix seront infectés par le VPH au cours de leur vie.

Seras-tu l'un d'eux?

Pas tant que la Société des obstétriciens et gynécologues du Canada n'aura pas dit son dernier mot. La SOGC veut sensibiliser les jeunes adultes en les renseignant sur ce qui se cache sous les draps, afin de les protéger contre ce virus extrêmement contagieux et potentiellement dangereux.

Le VPH, ou virus du papillome humain, est une infection commune transmissible sexuellement courante. Si commune courante qu'il existe en fait plus de cent types différents de VPH. La plupart disparaissent d'eux-mêmes en moins de deux ans, sans laisser le moindre signe, alors que d'autres sont plus persistants et peuvent entraîner des conséquences à long terme. De plus, certaines souches du virus virales transmissibles sexuellement peuvent causer l'apparition de verrues génitales, et certaines autres peuvent causer le cancer. La taille et l'apparence des verrues peuvent varier, ; ces verrues peuvent avoir ayant l'apparence d'excroissances plates, en relief ou qui ont la forme d'un chou-fleur. Les boursouflures peuvent parfois occasionner des démangeaisons et, si leur taille augmente, elles peuvent causer de la douleur, des saignements et l'obstruction des voies vaginales.

Tu penses sûrement qu'il faut être plutôt idiote ignorant pour coucher avec un ou une partenaire qui a des verrues génitales. Voici le problème : les personnes infectées ne présentent pas toujours des symptômes. Donc, que tu restes fidèle à une seule personne ou que tu aimes varier les plaisirs, ton ou ta partenaire peut te transmettre le VPH sans même savoir qu'il ou elle en est infecté(e).

Et comme si les verrues génitales n'étaient pas suffisantes pour t'enlever le goût, d'autres types de VPH sont la cause nº 1 principale du cancer du col de l'utérus. Il s'agit d'une maladie grave. Cette année, 1 350 femmes en recevront un diagnostic, et 400 autres en mourront.

Les condoms constituent un filet de sûreté contre le VPH, mais ne promettent pas une protection efficace à 100 %. C'est La raison pour laquelle le VPH se propage si facilement. Il, c'est qu'il suffit d'un contact sexuel de peau à peau pour que la maladie se transmette d'une personne à l'autre, et un condom peut très bien ne pas couvrir complètement une région infectée.

Le risque du VPH est trop grand pour que nous restions sans rien faire. Jusqu'à 80 % des Canadiens y seront exposés, plusieurs d'entre eux avant d'avoir atteint l'âge de 26 ans. Dans ce contexte, pourquoi ne pas prendre en charge ta santé sexuelle dès aujourd'hui? Puisque les infections au VPH ne sont dans certains cas jamais détectées, les frottis vaginaux de Pap réguliers doivent constituer l'une des priorités de toutes les jeunes femmes. C'est la meilleure façon d'identifier le VPH et de détecter les signes précoces de cancer du col de l'utérus avant qu'il ne soit trop tard.

Bien entendu, la prévention est tout aussi importante que la sensibilisation. Si tu n'y crois toujours pas, voici quelques statistiques pour le moins convaincantes : la seule option qui fournit une protection à 100 % contre les types 16 et 18 du VPH, qui lesquels causent environ 70 % des cancers du col de l'utérus, ainsi que contre les types 6 et 11, responsables de 90 % des verrues génitales, est le la vaccination contre le anti-VPH. Les experts médicaux, comme la Société des obstétriciens et gynécologues du Canada, recommandent la vaccination à toutes les femmes âgées de 9 à 26 ans. Mais ne crois va pas croire qu'une fois vaccinée, les frottis vaginaux de Pap ne sont plus nécessaires. Il ne s'agit pas de choisir l'un ou l'autre de ces moyens de protection, mais plutôt de considérer les deux comme des composants importants de la lutte contre le VPH. Cette année, plus de 400 000 femmes recevront des résultats inquiétants à la suite de leur frottis vaginalde Pap, dans certains de nombreux cas indiquant des conditions annonçant un cancer futurla présence de pathologies précancéreuses.

Le fait de bien se renseigner est constitue un autre facteur clé dans la protection de ta santé physique et sexuelle. Cela ne s'applique pas qu'aux jeunes femmes, mais aux jeunes hommes également. Selon une étude récente, moins du tiers des hommes et des femmes ont déjà entendu parler du VPH. Ne donne pas raison aux statistiques. Obtiens l'heure juste en te rendant à l'adresse www.infovph.ca et discute avec ton médecin des façons de te protéger et de protéger tes partenaires.

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 12

L'immigration vers la Chine et l'Inde

EMPIRE FERMÉ

La surpopulation que connaissent l'Inde et la Chine les dispense, contrairement au Canada, de faire appel à l'immigration. Si les deux pays accueillent officiellement très peu d'étrangers, certains types de migrations leurs posent de réels défis.

Jean-François VENNE

Peu d'ouverture pour l'immigration en Chine

Le gouvernement chinois a cherché, ces dernières années, à restreindre la croissance de sa population. Dans un tel contexte, Peter Foggin, responsable du programme bidisciplinaire en études est-asiatiques et géographie au Centre d'études de l'Asie de l'Est de l'Université de Montréal (CETASE), confirme qu'*« il n'y a presque pas d'immigration permanente en Chine, seulement des étudiants étrangers ainsi que des gens d'affaires résidant dans ce pays de façon temporaire »*.

En fait, selon lui, *« il y a surtout une volonté d'émigrer des Chinois dès que l'occasion se présente, ce qui n'est pas étonnant, vu l'incroyable pression démographique qui existe dans ce pays »*. Les chiffres lui donnent raison. Selon la Banque mondiale, en 2005, le nombre d'individus quittant la Chine dépassait de 2 millions celui des entrants.

La pression démographique repose donc moins sur l'immigration en provenance de l'extérieur que sur les migrations intérieures. Des millions de Chinois quittent chaque année les régions rurales pour aller travailler dans les villes. Selon le Asia Monitor Resource Center, une ONG active dans le domaine du travail en Asie, cet exode réduit d'autant le besoin de main-d'œuvre immigrante : *« Un immigrant peu qualifié se trouve en compétition directe avec des millions de Chinois provenant des campagnes et qui acceptent de travailler dans des conditions très difficiles. Autrement dit, il n'y a pas de demande pour de la main-d'œuvre immigrante peu qualifiée. »*

Marième Paradis, correspondante de *Quartier Libre* en Chine, remarque une grande méfiance envers les étrangers, particulièrement les Occidentaux. *« Plusieurs Chinois s'indignent du fait que les Occidentaux travaillant en Chine ont de meilleurs emplois et gagnent davantage qu'eux. »* Elle fait remarquer que certaines provinces chinoises tentent carrément de réserver des emplois aux travailleurs chinois, comme la province du Guangdong [au centre-sud de la Chine] qui va jusqu'à bannir l'embauche d'étrangers dans certaines professions. *« Cette politique du gouvernement veut permettre aux Chinois qui ont étudié à l'université de se trouver un emploi dans leur domaine d'études »*, explique-t-elle.

En comparaison : quand les voisins de l'Inde s'invitent

En Inde, il y a 341 habitants au km². De quoi donner le vertige au Canadiens, habitués à 100 fois moins de densité. Sur plus d'un milliard d'Indiens, seulement 0,6 % sont nés à l'étranger. Ces chiffres, issus du recensement indien de 2001, ne tiennent toutefois pas compte de la très forte immigration clandestine provenant du Bengladesh et du Pakistan.

Dans son numéro d'octobre 2006, la *Revue de l'Inde* révélait que certaines régions du nord-est du pays ont vu leur population croître de plus de 95 % entre 1991 et 2001, principalement en raison de l'immigration venant du Bengladesh. En 2003, la population locale ne détenait plus que 28 % des commerces de la province. Selon Binod Khadria, professeur de sciences sociales à l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi, *« les populations locales s'élèvent contre cette situation, car elles craignent d'être marginalisées par les nouveaux arrivants »*. Mme Uttara Sahasrabuddhe, professeure de sciences politiques à l'Université de Mumbai [anciennement Bombay], fait, quant à elle, remarquer qu'*« il est à peu près impossible d'identifier ces immigrants, car la plupart d'entre eux parlent la langue locale et ne présentent aucune caractéristique permettant de les différencier des Indiens des provinces où ils s'installent »*.

L'immigration en provenance du Pakistan pose, quant à elle, des problèmes de sécurité intérieure. Ce pays est en effet impliqué depuis des décennies dans un conflit avec l'Inde au sujet du contrôle de la province du Cachemire. Selon Mme Sahasrabuddhe : *« il y a des craintes que certains des immigrants soient impliqués dans des organisations projetant des actes de terrorisme en Inde »*. En 2006, une série d'attentats meurtriers a été revendiquée par le Lashkar-e-Qahhar [Armée de la Terreur], un mouvement musulman militant pour l'indépendance du Cachemire. La souveraineté de cette région frontalière de l'Inde et du Pakistan est revendiquée par les deux États. M. Khadria ajoute que certains politiciens font campagne pour la réduction de cette immigration illégale sur le principe de la *« limitation du crime dans les grandes villes, comme Delhi »*. Il explique aussi que dans plusieurs régions, *« l'attitude du droit de la terre domine encore, même à l'encontre des Indiens en provenance des autres provinces »*.

La porte la mieux fermée est celle qu'on peut laisser ouverte
Proverbe chinois

Chronique de Chine

UN TIGRE AU PAYS DES OISEAUX DE PROIE

Notre journaliste vit actuellement en Chine. Elle nous livre ici ses impressions sur son séjour.

Marième PARADIS

Alors que j'étais attablée dans un restaurant dans le village de Zhaoxing, dans la province du Guizhou, au sud-ouest de la Chine, un homme du village me fixait depuis la rue. Ma maîtrise des baguettes devait sembler très rudimentaire ! Un peu mal à l'aise, je lui souris discrètement. Il s'avance vers moi en riant : *« Vous les Occidentaux, vous mangez tel un tigre avec votre fourchette qui ressemble aux griffes de l'animal. Nous, les Chinois, mangeons tel un oiseau de proie, en saisissant la nourriture entre deux baguettes. »*

À moins de 300 jours des Jeux olympiques de Pékin, en août 2008, les yeux du monde entier se tourne vers cette puissance en devenir qu'est la Chine. Depuis un mois, j'ai la chance de constater les changements fulgurants de cette usine du monde. J'habite Shenzhen, la ville la plus riche et la plus moderne du pays, faisant face à Hong Kong. Cette ville du sud de la Chine a été le cobaye de la théorie de Deng Xiaoping [sorte de mélange contradictoire entre communisme et capitalisme] dans les années 1980, créant ainsi la première zone économique spéciale à s'ouvrir au marché international.

PHOTO : CHARLES JACQUES

Une question me trotte dans la tête depuis le début de mon séjour ici. Comment les Chinois vont-ils accueillir la communauté internationale lors des Jeux olympiques ? Assisterons-nous à un choc culturel ? De nouvelles règlementations ont en tout cas été mises en place pour mettre un terme à certaines habitudes chinoises jugées négativement en Occident [cracher par terre, faire du bruit en mangeant, fixer les gens…].

D'autres habitudes, davantage ancrées dans la culture chinoise, seront plus difficiles à évincer. La considération de l'autre par exemple, quasi-inexistante dans ce pays de plus d'un milliard d'habitants. En mandarin, la langue officielle chinoise, le *je* domine et est plus utilisé que tous les autres pronoms. Que ce soit dans leur manière de conduire, de marcher ou encore dans leurs échanges d'affaires, les Chinois mettent leur intérêt personnel clairement en avant. Cette vision crée des incompréhensions de la part des étrangers. Il y a aussi cette manière de parler pour enterrer les autres, de prendre deux voies pour tourner, de dépasser par la droite les autobus qui s'arrêtent pour laisser monter des gens, ou même encore d'écouter la télévision si fort dans la réception d'un hôtel que les occupants des chambres du même étage se réveillent.

Ce qui peut sembler comme un manque de considération pour la plupart des Occidentaux cause des embouteillages, des accidents, la mort de piétons… Une personne qui pense à elle d'abord est considérée comme égoïste au Québec. Mais en Chine, le concept d'égoïsme n'est pas péjoratif. L'individualisme et l'égocentrisme s'y chevauchent quotidiennement.

Dans un pays où les gens vivent dans une extrême proximité, c'est la loi de la jungle qui prime. Petit à petit, il faut apprendre à faire sa place dans les files d'attente, à sortir les coudes lorsqu'on marche sur une rue bondée, à traverser la rue sur un feu rouge... Doit-on se sentir égoïste d'adopter une telle manière de vivre ? Peut-être. Mais les Chinois ne vivent pas cette culpabilité. Ils ne s'excusent pas d'avoir frappé l'épaule d'un autre passant. Il ne s'agit que d'une autre personne voulant, elle aussi, faire sa place dans la jungle chinoise.

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 13

Contrôle des naissances

PRÉMATURER LES CHIFFRES

Avec chacun plus d'un milliard d'habitants, la Chine et l'Inde sont contraintes d'appliquer une politique de contrôle des naissances. Chacun de ces deux pays tente de résoudre le problème démographique à sa façon. Comparaison des deux géants asiatiques.

Laure MARTIN

En Chine

La politique de l'enfant unique, appliquée par le gouvernement chinois à partir des années 1980, a pour objectif de limiter la croissance démographique exponentielle. La natalité est ainsi contrôlée en astreignant les couples à ne concevoir qu'un seul enfant. Depuis 2002, les parents sont cependant autorisés à concevoir un deuxième enfant à condition de verser l'équivalent de 660 $ à l'État. Cette politique a généré de graves problèmes démographiques et économiques en raison de la chute du taux de natalité ainsi que du vieillissement de la population. Aujourd'hui, les jeunes actifs ne sont pas assez nombreux pour soutenir économiquement les retraités, ce qui pourrait, à terme, réduire la croissance économique du pays. *« La priorité du gouvernement chinois est de ralentir la croissance de la population »*, confirme Isabelle Attane, chercheuse à l'Institut national d'études démographiques en France et spécialiste de la Chine. *« Les gouvernants pensent qu'ils trouveront plus tard des solutions au vieillissement de la population. »*

Le gouvernement chinois doit aussi se mesurer au manque d'environ 50 millions de femmes. Les mères ont en effet tendance à avorter lorsqu'elles se savent enceintes de filles, car les garçons sont les seuls à pouvoir honorer la famille et transmettre le patronyme. Selon Marc Laurendeau, journaliste à la revue de presse matinale de Radio-Canada, *« les infanticides contre les filles sont beaucoup plus répandus dans les campagnes »*. Mme Attane souligne que *« les garçons constituent le moyen de subsistance de leurs parents, une fois retraités. C'est pourquoi dans les campagnes, les familles n'ayant pas eu un garçon lors de la première naissance sont autorisées à avoir un second enfant gratuitement. »*

Malgré ces problèmes, en Chine on continue à pratiquer l'avortement forcé. Les femmes outrepassant les lois peuvent être contraintes d'avorter de force jusqu'au neuvième mois de grossesse. Marième Paradis, correspondante en Chine, raconte qu'*« autant à Hong-Kong qu'en Chine continentale, les étagères des magasins regorgent de produits pour éviter d'avoir des grossesses indésirables. Les pilules contraceptives sont disponibles en vente libre. »*

La mère la plus heureuse en fille est celle qui n'a que des garçons.

Proverbe chinois

En Inde

L'Inde a commencé le contrôle des naissances en 1951, avec le développement de la responsabilisation individuelle. Cette politique s'appuie sur la mise en place de centres d'information sur la contraception afin de limiter les naissances à deux enfants par femme. L'objectif est de permettre à toutes les catégories sociales d'avoir accès à des méthodes contraceptives à des prix concurrentiels. Cette politique n'a jamais été appliquée de manière oppressive. *« Comme l'Inde est une démocratie, sa politique ne peut pas être aussi coercitive que celle de la Chine »*, indique Karine Bates, agente de recherche au Centre d'Études et de Recherches internationales de l'UdeM (CERIUM) et spécialiste de l'Inde.

PHOTO : CHARLES JACQUES

Un garçon du village de Zhaoxing (sud-ouest de la Chine).

Une autre explication de cette différence par rapport à la politique chinoise est avancée par Serge Granger, professeur associé au Département d'histoire de l'Université de Sherbrooke et spécialiste de l'Asie. Selon lui, *« le gouvernement indien n'a jamais été centralisé, à l'inverse de celui de la Chine, ce qui rend difficile l'application de mesures oppressives »*. Au début des années 1970, la première ministre Indira Gandhi a tenté une politique autoritariste en souhaitant rendre obligatoire la stérilisation des femmes ayant déjà eu trois enfants. *« Mais cette mesure a échoué, car la résistance de la population fut forte »*, souligne M. Granger. Aujourd'hui, la population est jeune. Certes, cela crée un dynamisme, mais pose aussi des problèmes pour nourrir et scolariser les enfants. Le taux d'analphabétisme étant élevé, la main-d'œuvre demeure peu qualifiée.

Tout comme la Chine, l'Inde est confrontée à un déficit du nombre de femmes lié au poids de la tradition. *« Les couples ayant des filles doivent faire face à des pressions externes sévères pour la constitution d'une dot »*, explique Mme Bates. La tradition indienne veut en effet que la famille de la mariée verse une somme, parfois plusieurs fois le salaire annuel, à la famille du marié. Beaucoup s'endettent. *« Les parents des jeunes filles vivent un harcèlement même après le mariage, ce qui pousse à des suicides »*, ajoute-t-elle. C'est pourquoi beaucoup de couples ont tendance à commettre l'infanticide ou pratiquer l'avortement, *« facilité par le développement de l'échographie qui permet la détermination du sexe »*, note M. Granger.

Aujourd'hui, la politique de l'Inde vise une stabilisation de la population en 2045, mais la croissance démographique actuelle laisse présager que l'Inde deviendra le pays le plus peuplé du monde, devant la Chine, dès 2035.

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 14

Enseignement du chinois au Québec

MANDARINISATION PROGRESSIVE

La Chine fait de plus en plus parler d'elle au Québec. Peut-être qu'un jour, ces discussions se feront en mandarin. *Quartier Libre* fait le point sur l'enseignement du chinois à Montréal.

Églantine PANDELÉ

Au rang des exportations de la Chine figure désormais sa langue officielle : le mandarin. Outils de promotion de la culture chinoise, les Instituts Confucius se multiplient : on en dénombre plus de 80, un peu partout dans le monde. Après Vancouver et Toronto, Montréal possède le sien depuis septembre dernier. *« La création de l'Institut Confucius à Montréal est le fruit d'un triple partenariat entre l'Université de Pékin, de Sherbrooke et le Collège Dawson »*, explique Mario Laforest, directeur de l'Agence des relations internationales de l'Université de Sherbrooke.

> **Avant, on apprenait le chinois [...] pour préparer un voyage en Chine. Maintenant, c'est pour trouver du travail**
>
> **Hu Hongju**
> Responsable de l'enseignement du mandarin au Centre d'études de l'Asie de l'Est (CETASE) de l'UdeM

DES COURS EN TOUS GENRES

Le siège social de l'Institut se trouve au collège Dawson, qui propose l'essentiel de l'offre. Cours de langue pour anglophones ou francophones, déclinés en plusieurs niveaux, cours de base pour les voyageurs, pour les gens d'affaires ou même pour les athlètes qui vont participer aux Jeux olympiques. L'Institut offre également des programmes de calligraphie, de peinture et de médecine chinoise. *« Nous proposons aussi des séances de Tai Chi »*, précise Meng Rong, directrice du comité exécutif de l'Institut. Non crédités, ces cours n'ont pas une vocation académique.

Qui finance l'Institut, dont la création a été annoncée en grande pompe par le premier ministre Jean Charest le 4 octobre ? *« Le gouvernement chinois envoie des livres de référence et nous essayons de nous autofinancer grâce aux frais d'inscription. Mais ce n'est pas évident*, avoue Meng Rong. *Nous avons demandé de l'aide du gouvernement québécois, mais nous n'avons toujours pas eu de réponse. »*

L'Institut délivre également une certification pour les enseignants de mandarin. *« C'est l'accréditation Han Ban. Elle est destinée à ceux qui veulent enseigner dans les écoles élémentaires ou secondaires »*, explique Meng Rong. Cette accréditation est définie selon les critères du gouvernement chinois et, pour l'instant, il n'existe aucune certification canadienne, comme le confirme Hu Hongju, responsable de l'enseignement du mandarin au Centre d'études de l'Asie de l'Est (CETASE) de l'UdeM.

LE MANDARIN À L'UdeM

M. Hongju voit la création de l'Institut Confucius d'un très bon œil : *« c'est une très bonne chose pour l'apprentissage de la langue chinoise »*. L'intérêt pour le mandarin ne se dément pas : cette année, il peut compter plus d'une soixantaine d'étudiants pour le niveau débutant, et une quinzaine pour chacun des niveaux intermédiaire et avancé. *« Avant, on apprenait le chinois parce que l'on s'intéressait à la civilisation chinoise ou pour préparer un voyage en Chine. Maintenant, c'est pour trouver du travail »*, explique-t-il. Selon lui, 540 heures d'enseignement sont nécessaires pour pouvoir se débrouiller en mandarin, c'est-à-dire participer à une conversation simple.

ET LES ENFANTS ?

Selon Réginald Fleury, le conseiller pédagogique spécialisé en relations interculturelles de la Commission scolaire de Montréal, deux tiers des élèves qui suivent les cours de mandarin ont des parents dont c'est la langue maternelle. *« D'ici janvier 2008, au moins une autre école devrait profiter du programme*, indique M. Fleury. *Les arrondissements de Côte-Saint-Luc et de Côte-des-Neiges, dans l'ouest de Montréal, sont les principaux demandeurs. »* Quant aux écoles secondaires du réseau public, aucune, selon le conseiller pédagogique, ne propose de cours de langue chinoise. Si le mandarin a mis le pied dans la porte de la Belle Province, il lui faudra encore du temps avant de s'imposer.

Métiers du quotidien

TROIS PROFESSIONS POUR UN RECYCLAGE

Déposer son bac vert plein de déchets recyclables est devenu un geste hebdomadaire de plus en plus respecté par les Québécois. Mais savent-ils vraiment ce qu'il se passe ensuite ? Gros plan sur le cycle du recyclage et les métiers qui le font vivre.

Gabrielle CHARBONNEAU

LE RAMASSEUR : L'ÉBOUEUR VERT

Au commencement, il y a les ramasseurs. Guy Brassard est l'un d'eux. *« Je commence ma journée à 7 h 30 et je la termine vers 19 h. Les jours de tempête, je peux terminer à 21 h »*, explique-t-il. Selon M. Brassard, l'inconvénient majeur du métier n'est pas le froid ou l'exigence physique mais plutôt l'impatience des automobilistes. *« Dans les petites rues, il arrive que les voitures klaxonnent, certains conducteurs sortent de leur voiture pour nous crier après. »* Ce problème est principalement présent lorsque le ramasseur est seul : *« quand on est deux, les automobilistes klaxonnent moins »*, fait-il remarquer. Autre comportement qui agace le ramasseur : le fait de déposer de la nourriture dans les bacs. *« Les citoyens ne lavent pas leurs déchets, c'est très désagréable. »* Malgré tout, M. Brassard aime son métier pour la liberté qu'il offre : *« il n'y a pas de patron derrière moi et je vais à mon rythme »*.

PHOTO : GABRIELLE CHARBONNEAU

Un employé du centre de tri de Laval.

LE TRIEUR

Une fois la matière recyclable ramassée, c'est le trieur qui entre en jeu. Ginette Desforges, superviseure au centre de tri de Laval, explique que *« c'est un métier très difficile »*. Les trieurs doivent être debout durant huit heures et toujours concentrés sur leur tâche. *« Les trieurs de verre doivent par exemple faire attention aux petits morceaux malgré les gants robustes qui les protègent. »* Comme pour les ramasseurs, le froid rend le travail plus difficile, les portes du centre restant ouvertes pour laisser entrer les camions. *« Il y a aussi les déchets qui ne sentent pas bon parce que les citoyens ne les lavent pas toujours »*, ajoute-t-elle. Même si elle trouve le travail difficile physiquement, Mme Desforges pense que *« c'est un métier stable, avec une bonne rémunération »*.

Il y a trois étapes à la chaîne de recyclage. La première consiste à trier la matière issue du camion. Le carton est placé avec le papier, le plastique avec le verre. Quand le papier et le carton sont souillés, ils sont jetés. Le plastique est quant à lui séparé du verre manuellement. Finalement, la matière est compactée et mise en ballots.

LE GESTIONNAIRE

Une fois triée et mise en ballot, la matière recyclée doit être revendue. Gilles Boudreau gère les projets environnementaux chez RCI Environnement, une société québécoise responsable de la gestion des déchets dans la région de Montréal. *« Il y a une grande demande pour la matière recyclée. Par contre les entreprises ne recyclent pas beaucoup »*, explique-t-il. C'est d'ailleurs le plus grand défi du métier selon lui. *« Il faut arriver à convaincre les entreprises que malgré le prix de ramassage, le recyclage est rentable. »*

L'entreprise doit débourser environ 52 $ par tonne de matière à la compagnie de recyclage pour l'entretien des camions, pour l'essence… Ensuite, il y a la redevance gouvernementale de 10,22 $ par tonne. Le citoyen a rarement connaissance de ces montants, car ils sont inclus dans les taxes municipales. Le gouvernement du Québec a instauré cette redevance pour créer le fonds vert qui sert à financer des projets environnementaux.

Pour stimuler les entreprises, le gestionnaire doit donc faire preuve d'originalité. *« Nous offrons même des projets clés en main (bacs, ramasseur, camion) pour les grands évènements tels que le Black and Blue ou les spectacles du Centre Bell ! »*, ajoute M. Boudreau. Le gestionnaire vend aussi à l'étranger. *« Avec le prix du carton recyclé qui a beaucoup diminué, il faut parfois se tourner vers l'international »*, explique-t-il. Le gestionnaire doit donc connaître le marché local, mais aussi le marché international.

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 15

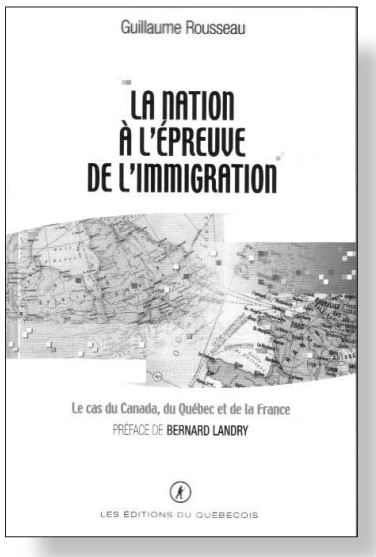
Ouvrages d'actualité

LECTURE INTÉGRANTE

Trois ouvrages récents offrent de nouvelles perspectives pour dépasser le débat sur les accommodements raisonnables. Des auteurs aux d'origines et champs de recherche différents se penchent sur la question de l'intégration des immigrants.

Sara **OSAMA**

La nation à l'épreuve de l'immigration
Guillaume Rousseau,
Les éditions du québécois, 2007



Intégration par la langue et la laïcité

Doctorant en droit à l'Université de Sherbrooke, Guillaume Rousseau est québécois d'origine et signe un ouvrage préfacé par Bernard Landry. Selon M. Rousseau, le modèle d'intégration se base sur deux grands axes : *« la langue française comme langue commune »* et *« la laïcité et l'interculturalisme comme principes directeurs »*. De ces principes découlent la loi 101, qui oblige entre autres les enfants des nouveaux arrivants allophones à aller à l'école primaire et secondaire en français, et la volonté de laïcisation des institutions d'enseignement. Ces deux axes illustrent le fondement même de l'identité québécoise.

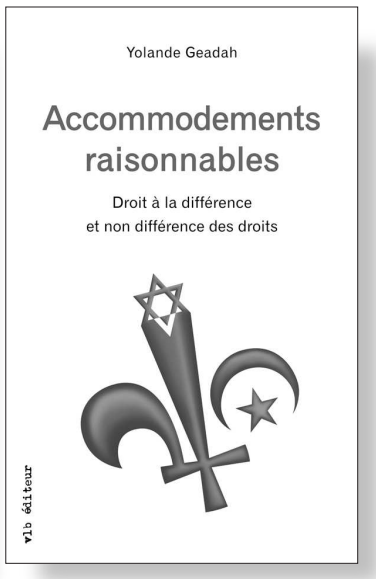
D'après l'auteur, la loi 101 devrait aussi être appliquée au cégep. Par ailleurs, les cours d'éthique et de religion devraient être transformés pour coïncider avec la théorie du pluralisme normatif qui *« postule la prééminence de l'identité nationale tout en reconnaissant l'existence d'identités autres »*. Étant donné que ces changements nécessitent des amendements à la loi 101, il faudrait que le Québec puisse les effectuer sans interférence du pouvoir fédéral. Ce scénario étant fort improbable, M. Rousseau affirme que *« la souveraineté serait dans l'intérêt de tous les Québécois qui ont à cœur la langue française et la cohésion sociale, quelles que soient leurs origines »*.

Le Québec expliqué aux immigrants
Victor Harmony, VLB éditeur, 2007

Intégration par la cohabitation

Argentin d'ascendance juive polonaise, résidant au Canada depuis 1989, Victor Harmony est professeur de sociologie à l'UQAM. Il écrit que *« la rencontre entre l'immigrant et la société d'accueil comporte toujours un potentiel de tension et de mésentente »*. Ce n'est pas tant une question de langage, selon lui, mais *« un décalage sur le plan des codes culturels, des attentes mutuelles et des idées reçues »*. L'auteur raconte des anecdotes survenues pendant sa propre acclimatation au Québec et des faits remettant en question l'image harmonieuse de la société québécoise. Dans son essai sociologique, M. Harmony propose une analyse nuancée basée sur les points de vue parfois divergents entre Québécois « de souche » et immigrants. La position du Québec par rapport à ses aspirations nationales et au Canada rend l'ouvrage d'autant plus pertinent. Il permet de s'intéroger sur comment une majorité francophone, considérée comme une minorité dans un énorme bassin anglophone, peut demeurer forte et aller de l'avant dans la construction de son identité, tout en étant tolérante et ouverte aux différences des « autres » qui viennent s'installer sur son territoire. C'est sur cette *« éternelle ambivalence »* que se base l'auteur : repli ou curiosité, passé ou futur, fédéré ou indépendant ? Les tensions se résoudraient peut-être à travers *« la reconnaissance du point de vue de l'autre »*.

Accommodements raisonnables
Yolande Geadah, VLB éditeur, 2007



Rester au stade des accommodements raisonnables

D'origine égyptienne et vivant au Québec depuis quarante ans, Yolande Geadah est spécialiste en relations interculturelles. Rendre homogène la société à travers une éradication de la religion dans la sphère publique, mais accorder assez de liberté aux individus pour qu'ils continuent à pratiquer leur propre religion, demande un examen des notions de liberté et de choix : où s'arrête la sphère publique et où commence la vie privée ?

L'auteure note que l'ampleur de la couverture médiatique sensationnaliste force un débat sur les accommodements raisonnables, mais permet aussi de se poser des questions pertinentes sur le modèle québécois d'intégration, sur la laïcité de l'État et sur tous les enjeux sociaux qui en découlent. Pour Yolande Geadah, il est essentiel de *« sortir de l'enfermement identitaire ethnico-religieux. »* Elle dresse une liste des balises selon lesquelles tous les citoyens québécois pourraient apprendre à mieux vivre ensemble : protéger l'égalité des sexes, revoir le concept d'accommodement et de liberté religieuse, adopter une gestion encore plus laïque et concevoir une nouvelle politique d'intégration.

Pour une participation des femmes musulmanes voilées

Thomas **GERBET**

Aucune femme arabo-musulmane voilée ne s'est pour l'instant présentée à l'un des forums citoyens de la commission Bouchard-Taylor sur les accommodements raisonnables. Après 10 villes québécoises visitées (sur 17 prévues), seuls les citoyens de Longueuil ont pu entendre l'opinion de deux Québécoises de souche converties à l'Islam et portant le hijab. On l'a vu et entendu, les interventions lors des forums se concentrent essentiellement autour du sort de ces femmes. Le débat continue pourtant de se dérouler malgré l'absence des principales intéressées.

Pour participer à la consultation publique de Montréal, le mardi 27 novembre à 19h30, il vous suffit de remplir, avant le 20 novembre, le formulaire d'inscription disponible sur le site www.accomodements.qc.ca/inscription.asp

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 16

L'AIDE JETABLE

Ils sont des milliers de jeunes Canadiens à partir chaque année pour contribuer au développement des pays défavorisés. Après un séjour de plusieurs mois, voire années, ils reviennent transformés mais surtout... seuls.

Normand FORGUES-ROY

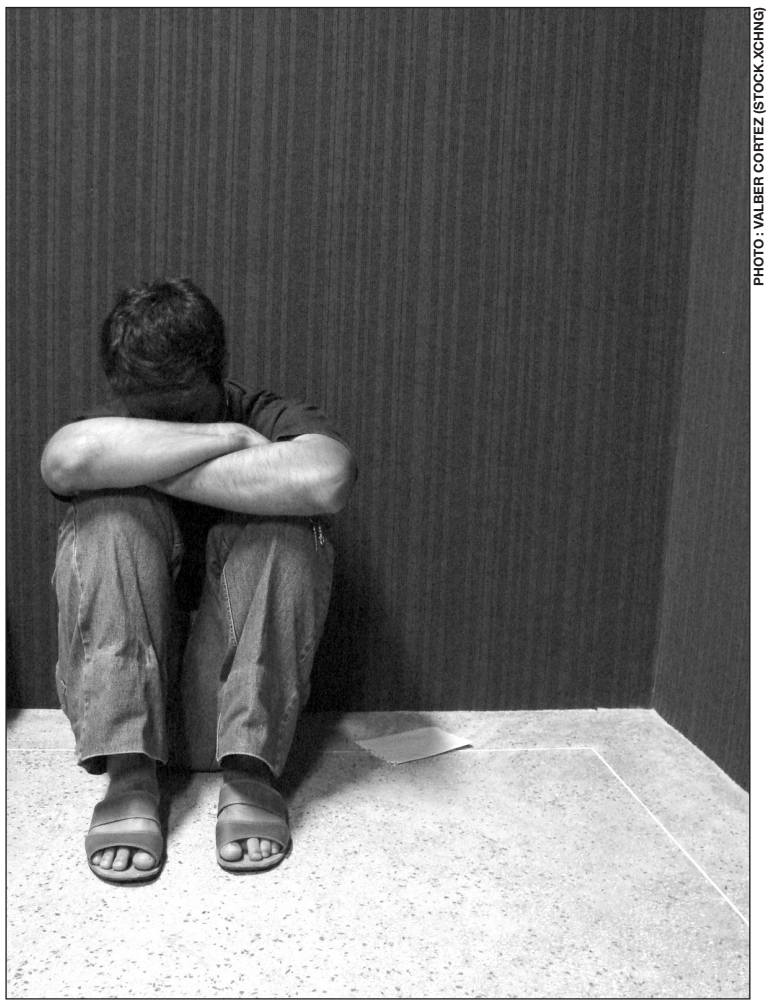


PHOTO : VALBER CORTEZ (STOCK.XCHNG)

Avant leur départ, les jeunes coopérants sont bien encadrés et formés. Mais à leur retour, l'ONG qui les a recrutés en est déjà à préparer ceux qui vont les remplacer. Le coopérant fait alors face, seul, aux aléas de la réinsertion. Annie Lord, auteure de *Prendre le temps d'atterrir, carnet de retour de l'étranger*, traite de ce problème. Elle explique que le coopérant qui revient fait face à une jungle : *« C'est long, revenir. Le jeune coopérant est seul aussi pour réintégrer un rythme de fou. Son entourage vit déjà sur ce rythme-là et peut difficilement comprendre. »*

Véronique Caron-Bossé est partie quatre mois en Amérique du sud et a trouvé le retour particulièrement difficile. Elle est passée par six mois de dépression. *« Tu te construis un moule dans lequel tu es confortable, et comme on change beaucoup dans un voyage comme ça, au retour tu réalises que tu ne rentres plus dans ton moule. »* Elle explique que sa vie ne correspondait plus à ses valeurs, ses amitiés non plus.

C'est ce sentiment d'isolement qui a amené Mme Lord à écrire son livre, publié aux Éditions Septembre. L'ouvrage se veut un guide pour la réinsertion des coopérants globe-trotters. Après avoir remarqué du désarroi chez plusieurs d'entre eux, elle explique que son idée *« est de faire quelque chose pour faciliter le retour, offrir aux individus un outil pour s'aider dans ce processus »*. Elle refuse pourtant de jeter la pierre aux ONG : *« Ce n'est pas de la mauvaise volonté, c'est une question de système, parce que l'aide est régie par une exigence de résultats. »*

UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE COMME LES AUTRES

Depuis 1996, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a choisi d'axer davantage sa gestion sur les résultats. Principal bailleur de fonds pour l'aide publique au développement, l'ACDI attribue les subventions aux différentes ONG qui envoient des coopérants à l'étranger. Bernard Foucher, consultant en formation qui œuvre dans le domaine de la coopération internationale depuis 1978, rappelle qu'il s'agit d'une grande tendance chez tous les bailleurs de fonds, de la Banque mondiale au ministère des Relations internationales du Québec.

Il explique par ailleurs que ces bailleurs de fonds demandent des résultats concrets et que *« les coopérants ne font pas partie de ces résultats »*, ce qui laisse peu de marge de manœuvre aux ONG pour pouvoir les soutenir. Par le passé, des associations de jeunes volontaires offraient, via les ONG, un soutien au retour, mais M. Foucher rappelle qu'il n'existe aucune organisation de ce genre aujourd'hui au Québec.

Pour Annie Lord, cette exigence vient de la nature même de l'aide publique au développement : *« Le développement international, c'est un système économique, il ne faut pas se leurrer. Il est géré comme une entreprise et il doit y avoir un profit, financier ou autre. »* Même si cela doit passer par le largage brutal de voyageurs de l'aide qui, à leur tour, pourraient en avoir besoin.

Le développement international est géré comme une entreprise et il doit y avoir un profit, financier ou autre.

Annie Lord
Auteure de *Prendre le temps d'atterrir*

BRÈVES

Thomas GERBET

Une empreinte et une petite frite

Près de 20 000 parents inquiets suite à la disparition de la petite Cédrika ont pu faire identifier leurs enfants lors d'une journée nationale organisée par les services policiers du Québec, le 15 octobre. Menée en collaboration avec les restaurants McDonald's, cet évènement a permis de remettre à la police des carnets d'identification comprenant notamment empreintes digitales et photos. En cas de prochain avis de recherche, il sera mentionné que l'enfant disparu a les doigts gras, de la sauce sur le coin des lèvres et est accompagné d'un clown aux cheveux rouge.

Harper et les Beatles

Pour justifier l'intensification de la lutte anti-drogue, Stephen Harper a donné comme exemple, le 4 octobre à Winnipeg, le fait que son fils *« écoute* [ses] *disques des Beatles et demande ce que certaines paroles veulent dire »*. Il serait intéressant de demander au fils du premier ministre si la chanson en question était *Nowhere Man* car les paroles, on ne peut plus claires, décrivent étrangement la situation de son père. *He's a real Nowhere Man / Sitting in his nowhere land / Making all his nowhere plans for nobody / Doesn't have a point of view / Knows not where he's going to.*

Dé-press-iation

Le Canada perd encore plusieurs places au classement mondial 2007 de la liberté de la presse par Reporters sans frontières. Il se place cette année 18e, derrière la Hongrie et juste devant Trinidad et Tobago. En 2002, le Canada trônait à la 5e place. Les sept petites minutes octroyées par Stephen Harper, lors de ses rares points de presse, à des journalistes dont la prise de parole est décidée en avance y sont sûrement pour quelque chose.

Et le traître est...

Un sondage en ligne, réalisé par l'organisation souverainiste les Jeunes Patriotes du Québec (JPQ), a décerné le prix du *plus grand traître à la Nation québécoise* à l'ancien premier ministre du Canada Pierre Elliott Trudeau. Créé pour parodier l'élection de *The Greatest Canadian*, réalisé en 2004 par CBC (Trudeau y arrivait d'ailleurs troisième), le sondage en ligne a attiré plusieurs milliers de votants selon les JPQ. En deuxième position du classement des traîtres, on retrouve Stéphane Dion. Aucune trace, en revanche, du chef libéral dans le classement des plus grands Canadiens. Son impopularité serait-elle transcanadienne ?

Soigner la planète à Montréal

Montréal pourrait accueillir les locaux de l'ONU à la place du silo nº 5 du Vieux-Port, révélait le journal *La Presse* du 20 octobre dernier. Ce projet, proposé par le gouvernement fédéral, est une alternative aux faramineux coûts de rénovation du siège de l'organisation à New York. Le maire Gérald Tremblay s'est dit *« emballé »* par cette idée. Mais il semble omettre un détail : n'est-ce pas dans la métropole québécoise qu'un autre projet d'envergure traînaille ? La construction du Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM), officialisée en 2005, ne débutera, en effet, pas avant 2009, pour une ouverture encore indéterminée. Si l'avancement du projet des Nations Unies se déroule dans de telles conditions, le monde a du souci à se faire. Le retard semble être un trait qu'ont en commun le monde diplomatique et celui de la santé du Québec. Dans les deux cas, les délais avant un diagnostic du problème et la décision des remèdes à y apporter sont toujours trop longs.

Lavage islamique

Pour le président afghan Hamid Karzaï, le terrorisme *« salit l'image de l'islam »*. Son gouvernement, miné par la corruption, contribue-t-il de son côté à blanchir cette image ?

D'après La Presse Canadienne, AFP, La Presse et les sites des organisations

RECHERCHE COLLABORATEURS ET COLLABORATRICES

Oyez Oyez !

Vous êtes intéressés à collaborer à votre journal étudiant ?
***Quartier Libre* tient des réunions de production au local B-I274-6.**
Aucune expérience requise.

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 17

Dare-dare présente *Plan d'aménagement*

ART EN BOCAL

Chercher aux yeux de tous. C'est ce que vont faire pendant trois semaines Julie Favreau et Caroline Dubois, deux artistes visuelles montréalaises. Soutenues par le Centre de diffusion d'art multidisciplinaire Dare-dare, elles investissent à partir du 1er novembre un local commercial avec vitrine donnant sur la rue. Les habitants du quartier Beaubien pourront les voir travailler le jour, et peut-être même la nuit.

Julie DELPORTE

À deux semaines du début de leur projet *Plan d'aménagement*, Julie Favreau et Caroline Dubois cherchent encore un local où s'installer. Elles en avaient trouvé un sur la rue Beaubien, juste à l'est de Saint-Denis, mais le propriétaire a subitement doublé le prix de la location. *« Ce n'est pas grave, on en a un autre en tête, juste à côté »*, relativise Julie Favreau, en pleins pourparlers téléphoniques. C'est beaucoup de stress bien sûr – les cartons de communication attendent une adresse précise pour être imprimés – mais c'est aussi *« une aventure, ça fait partie de l'idée »*, pense Caroline Dubois, qui a hâte que le *Plan* démarre enfin.

Ainsi, ce n'est pas dans leur futur atelier-vitrine que nous avons rendez-vous, mais quelque part en face, dans une boulangerie, un samedi matin tout gris. « Plan d'aménagement, *c'est la suite d'un projet qu'on avait fait à Paris :* La vitrine », commence Caroline la blonde. *« On travaillait pour la première fois ensemble,* poursuit Julie la brune, *et on n'avait rien pu construire en avance, puisque c'était à Paris. »* Elles ont donc créé, *« recherché »* comme elles disent, dans une galerie d'art dont la devanture donnait sur la rue. *« Les passants pouvaient nous voir construire des choses puis les défaire. On a fait une performance, mais finalement, les moments de recherche sont devenus plus importants que les réalisations. »*

Rebelote donc. Mais cette fois chez elles, à Montréal, dans leur propre quartier. *« Ce n'est pas exactement pour cela qu'on a choisi cette rue ! »*, se défendent-elles en riant devant l'argument pratique. Dans un rayon proche de Dare-dare, elles y voient le lieu de vie le plus intéressant. *« C'est un endroit en définition,* précise Julie Favreau. *Quand on a commencé à penser à notre projet, il y a un an et demi, la rue Beaubien était vraiment pleine de locaux inoccupés. »*

PLATEAU DE TOURNAGE

Elles débarqueront le 1er novembre dans leur lieu de création temporaire, à bord d'une camionnette remplie de bois, plastique, vêtements et divers matériaux qui leur serviront à mettre en place plusieurs décors. *« On va faire un peu comme les tournages de cinéma : ils occupent un local pour un cours laps de temps, et puis s'en vont sans que les habitants n'aient eu aucune explication. La différence, c'est que nous allons parler de ce que nous faisons. Le public pourra entrer pour nous observer, échanger avec nous »*, explique Caroline Dubois. Elles seront appuyées dans leur démarche par Julie Chateauvert, agente aux relations publiques et communautaires de Dare-dare, qui a pour mission de rencontrer les différents groupes du quartier – les écoles par exemple – pour les mettre en contact avec les deux artistes.

PHOTO : CAROLINE DUBOIS

Les deux artistes travailleront autour de trois thèmes : confort, risque et saleté.

Si quelqu'un passe un mardi matin pour aller travailler et qu'il repasse la semaine d'après, il verra que le local a changé

Julie Favreau et Caroline Dubois

À l'intérieur de leur bocal de création, Julie Favreau et Caroline Dubois suivront trois cycles prédéterminés : elles réfléchiront d'abord autour de l'idée du confort, puis aborderont le risque et enfin la saleté. Chaque thème se verra clôt par une performance à laquelle participeront des danseurs, acteurs ou musiciens. La première est prévue un jeudi soir, la seconde un vendredi dans la nuit et la troisième un dimanche à 15 h. *« De la même manière, on va occuper le local à des heures diverses pour bénéficier des changements d'atmosphère et de lumière,* souligne une des artistes. *Mais avec des moments réguliers aussi, comme ça si quelqu'un passe un mardi matin pour aller travailler et qu'il repasse la semaine d'après, il verra que le local a changé. »*

Le plus fascinant dans *Plan d'aménagement*, c'est d'imaginer ce qu'il y avait avant dans la vitrine – un vidéoclub pour leur première idée de local – et ce qu'il y aura ensuite – une épicerie, qui sait ? Le duo de performeuses se met à rêver : un vieil homme entrant dans leur décor leur raconte l'histoire du lieu, il y a 30 ou 40 ans… Cela n'arrivera peut-être pas. Mais si cela arrive, elles s'en inspireront, c'est sûr.

PHOTO : JULIE DELPORTE

À deux semaines du début de leur projet, Julie Favreau et Caroline Dubois cherchent encore un local où s'installer.

Plan d'aménagement, par Julie Favreau et Caroline Dubois, dans le quartier Beaubien du 1er au 30 novembre.

Pour connaître l'adresse exacte et les horaires d'ouverture, consultez le site du Centre de diffusion d'art multidisciplinaire Dare-dare : www.dare-dare.org

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 18

10 ans de dimanches contés au Sergent Recruteur

BOÎTE À HISTOIRES

Le 5 avril 1998, quatre conteurs montaient pour la première fois sur la scène de la microbrasserie Le Sergent Recruteur. Dix ans plus tard, un public enthousiaste continue de se réunir chaque dimanche pour entendre les mots de conteurs d'ici et d'ailleurs, reconnus ou débutants.

Dominique LEMIEUX

Tout a commencé au mois d'août 1998 avec la fondation des Productions du Diable Vert par Jean-Marc Massie et André Lemelin. Ces deux conteurs voulaient créer, avec les Dimanches du conte, un espace de promotion pour cette discipline. *« Dès le départ, on voulait rendre la littérature orale accessible au plus grand nombre »*, déclare Jean-Marc Massie. En plus d'être l'organisateur de l'événement, il porte le chapeau d'animateur-présentateur. Ils établirent donc le concept d'une contribution non obligatoire, suggérée à 10 $. Encore aujourd'hui, deux chapeaux circulent dans la foule durant l'entracte.

Pour participer, les conteurs doivent répondre à deux contraintes. Le texte doit comporter une narration, aussi éclatée soit-elle, et il doit être récité. De plus, Jean-Marc Massie affirme que *« cela doit se distinguer clairement du* stand-up *comique »*. Gens de la relève et artistes plus connus, par exemple Michel Faubert et Renée Robitaille, y ont chacun leur vitrine et, aujourd'hui, les conteurs étrangers francophones représentent plus de 25 % de la programmation.

Jean-Marc Massie, l'un des fondateurs des Dimanches du conte.

ENTRE TRADITION ET MODERNITÉ

Selon Jean-Marc Massie, la particularité de l'événement est son atmosphère conviviale, accueillante et festive. Son jeune public et le caractère improvisé de l'animation ont amené une nouvelle dimension au conte. Christian-Marie Pons, professeur et chercheur en communications à l'Université de Sherbrooke et spécialiste du conte pense que le groupe des conteurs du Sergent a marqué, à sa façon, l'évolution du conte québécois. *« Une nouvelle génération de conteurs est apparue à ce moment. »* Jean-Marc Massie a développé un lieu où s'entrecroisent les contes traditionnels et contemporains. *« On voulait actualiser le conte sans délaisser la tradition. »* M. Pons considère d'ailleurs que c'est la plus grande réussite des Dimanches du conte. *« Ces soirées sont un trait d'union entre le conte traditionnel, d'aspect plus amateur, et le conte moderne, marqué par une professionnalisation. »*

Parmi les plus beaux moments des dix dernières années, Jean-Marc Massie souligne les performances de Jocelyn Bérubé et la présence récente de Fred Pellerin, qui, malgré sa grande notoriété, est revenu sur scène en septembre dernier. Jocelyn Bérubé, qui se retrouvera au Sergent Recruteur durant le mois de novembre et qui était du spectacle inaugural, se dit très fier de participer *« à ce qui a fait rayonner le conte québécois sur la scène nationale et internationale »*.

Jean-Massie se félicite de la longévité du projet. *« Jamais un projet similaire n'a duré aussi longtemps. »* Et il n'entrevoit pas encore la fin. D'ailleurs, le conteur en lui lancera son DVD-livre, *Montréal démasquée*, le premier concept du genre au Québec, lors d'une soirée au Sergent Recruteur le 28 octobre prochain.

Festival

La SODEC ne reconnait pas SPASM

DU CINÉMA ?

La 6e édition du festival de cinéma de genre SPASM a lieu du 25 octobre au 3 novembre 2007. La Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) a refusé de le reconnaître comme un festival de cinéma. SPASM, géré comme un organisme sans but lucratif, doit donc composer sans le financement des institutions.

Virginie DORÉ LEMONDE

Les organisateurs du festival SPASM, qui ne présente que des œuvres québécoises depuis ses débuts, se questionnent sur les raisons qui ont poussé la SODEC à refuser de financer leur événement annuel. En fait, selon Sylvain Raymond, vice-président aux communications de SPASM, la demande de subvention ne s'est même pas rendue au comité de lecture officiel. Pourtant, il offre une vitrine intéressante à plusieurs jeunes cinéastes qui pourraient difficilement montrer leurs œuvres autrement.

« Nous recevons beaucoup plus de films qu'avant, et il est intéressant de remarquer que la qualité augmente en même temps que la quantité », rapporte M. Raymond. Les festivaliers sont eux aussi plus nombreux, passant de 500 spectateurs en 2002 à 4000 en 2006. Les 5000 visiteurs attendus cette année auront l'occasion de visionner quelque 80 films. Ces chiffres ne semblent toutefois pas avoir impressionné les gens de la SODEC. L'organisme n'a pas répondu aux questions de *Quartier Libre* sur les raisons qui ont motivé cette décision de non financement.

Le festival doit donc fonctionner sans cette importante ressource financière, comme il le faisait déjà depuis ses débuts. Il a cependant beaucoup de partenaires et de commanditaires, comme *Ztélé*, *Vidéo Beaubien*, *Vision Globale* ou le *Club Soda*, qui fournissent des fonds ou de l'équipement. Le reste des activités est financé par la vente de billets.

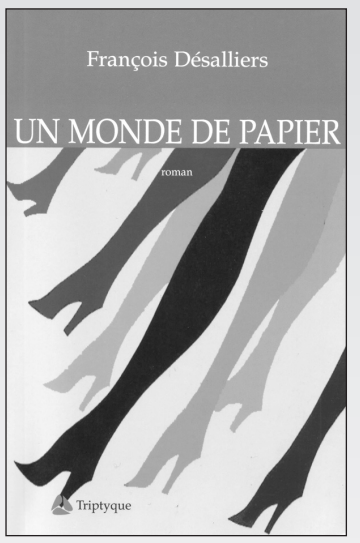
SPASM, du 25 octobre au 3 novembre.
www.spasm.ca

Lecture

PAPIER GLACÉ

Marie-Michèle GIGUÈRE

« Je suis tombé à l'intérieur de la revue, à la page 9, je crois, il y avait une voiture sport, une Mercedes, et un type m'a fait monter à bord, et c'est ainsi que tout a débuté. »



Un monde de papier, le cinquième roman de François Désalliers (*L'homme café, Un été en banlieue*), explore l'univers des magazines féminins. Littéralement. En effet, l'intrigue du roman débute lorsque le protagoniste se trouve coincé dans les pages d'un magazine, attiré par le regard d'une femme qu'il y avait aperçue. L'intrusion de l'homme bouleverse l'équilibre du petit monde verni et impeccable : les mannequins osent défier l'autorité et se promener de page en pages, certaines osent même manger jusqu'à prendre des rondeurs. Des excentricités qui ne passent pas inaperçues : rapidement, le protagoniste se voit pourchassé par les têtes dirigeantes du magazine. Ainsi commence son insolite quête pour s'échapper de ces pages de papier glacé.

À la fois satyrique et plein de suspense, le roman explore les petits pots de crème comme les poursuites en VUS et les face-à-face armés. Bref, c'est un étrange objet littéraire que ce *Monde de papier* : s'il serait prétentieux de statuer sur ce qui fait qu'un univers imaginaire parvient ou ne parvient pas à accrocher le lecteur, reste qu'ici on a souvent du mal à se laisser attendrir par les personnages, à craindre pour leurs vies ou à s'émouvoir avec eux.

Exercice de style amusant, le roman aurait sans doute été mieux servi par une forme plus brève, voire moins conventionnelle. Car si les magazines sont ici dépeints avec humour et intelligence par une plume efficace et joueuse – c'est d'ailleurs ce qui fait que l'on passe somme toute un bon moment – ils ne parviennent pas à s'imposer comme un cadre propice à une intrigue de près de 200 pages.

François Désailliers, *Un monde de papier*, Éditions Triptyque, 183 pages.

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 19

CULTURE

Feed à l'Usine C

RÉINITIALISATION DU CERVEAU

***Feed*, le grand succès de la dernière édition du festival Elektra, qui n'avait pu accueillir tous les curieux au printemps dernier, revient à l'Usine C du 24 au 27 octobre. La troublante création de Kurt Hentschläger propose une immersion totale dans un non-espace, pour une aventure sensorielle extrême.**

Valérie MANTEAU

Des images de corps flottants, des spectateurs plongés dans un épais brouillard et inondés de lumière, quelques malchanceux qui finissent la soirée dans l'ambulance... Les premiers échos qui auréolent la dernière création de l'Autrichien Kurt Hentschläger suscitent autant la curiosité que la crainte : en un mot, la fascination. À tel point que *Feed*, créé en 2005 à la biennale de Venise, a tourné depuis dans les grands festivals d'arts numériques : Sonar (Barcelone), Ars Electronica (Linz) et Elektra (Montréal). « Performance », « spectacle », « installation » ? Impossible de mettre un mot précis sur *Feed*.

Kurt Hentschläger plonge les spectateurs de son œuvre immersive dans un épais brouillard.

De quoi s'agit-il ? D'une expérience sensorielle de perte des repères perceptifs, sous l'effet de projections vidéo en trois dimensions, d'images, et de jeux de lumière stroboscopique. *« C'est une sorte de réinitialisation du cerveau*, explique Kurt Hentschläger, en riant de l'étonnement produit par sa formule. *Ça peut paraître fort, mais en fait, c'est assez excitant »*, le but étant de créer l'impression que *« l'espace s'effondre »*. Sylvain Ferland, qui a assisté au spectacle l'an passé, ne peut que décrire le flou dans lequel il a été plongé : *« on a toujours les yeux ouverts, mais le cerveau ne comprend plus ce qu'il voit »*. Son voisin a vécu 20 minutes d'hallucination, un *trip* comparable, selon lui, à l'effet de champignons magiques.

SENSATIONS FORTES

Les réactions peuvent être plus violentes. Certaines personnes étant sensibles aux lumières stroboscopiques, les nausées et les pertes de conscience sont des risques à prendre. *Feed* est déconseillé aux épileptiques, aux asthmatiques ou aux claustrophobes et, d'ailleurs, une décharge de responsabilité doit être signée à l'entrée. Sylvain, lui, en a fait l'expérience et a passé toute une journée en observation à l'hôpital après avoir perdu connaissance pendant la représentation. En souvenir, son bracelet d'hôpital trône sur la première page du site du festival Elektra, qui organise l'événement à Montréal. Avec le recul, il trouve l'histoire plutôt *« drôle »* et n'hésite pas à recommander le spectacle : *« c'est une vraie expérience mentale, intense »*. Kurt Hentschläger pense qu'une mise en garde est nécessaire, mais qu'elle fausse l'approche du spectateur. D'un côté, certains peuvent être intimidés, d'un autre l'avertissement lui amène un public prêt à tout : *« évidemment, ceux qui sont en recherche de sensations fortes sont attirés par ça »*. Mais, à l'entendre, l'expérience dépasse le simple frisson.

En effet, à la base du projet de *Feed* réside le désir de *« créer un moment artificiel mais authentique »*, comme l'artiste le présente. Il avoue s'interroger profondément sur les notions de naturel et d'artificiel dans l'art. *« J'ai beaucoup évolué dans ma façon de penser*, dit-il ; *mon idée, aujourd'hui – mais ce n'est qu'une réponse momentanée – est que tout ce qui existe dans le monde est, par définition, naturel.* Feed*, en ce sens, est aussi naturel. C'est un environnement naturel, créé par l'homme. »* Une expérience, donc, scientifique, physique, mentale, philosophique… En réponse à la mode de l'authentique, qui passe aussi bien par la téléréalité que par la nourriture bio ou la médecine douce, *Feed* porte l'idée que l'art, l'artificiel, fait lui aussi partie du réel.

Feed de Kurt Hentschlager,
à l'Usine C du 24 au 27 octobre.

Wasted – Growing – Space
au centre Skol

CYCLES DE VIE

Jusqu'au 10 novembre, le centre Skol devient forêt. Tout y est : les arbres, le vent, les feuilles, les larves et la mousse. Rencontre avec la Japonaise Emi Honda, une artiste qui mêle organique et synthétique, et célèbre ainsi les cycles de la nature.

Emi Honda mêle organique et synthétique dans son exposition.

Églantine PANDELÉ

Emi Honda vit à Montréal depuis un peu plus d'un an. Peu après s'être installée ici, elle découvre par hasard, au détour d'une rue, un entrepôt abandonné. Elle passe devant régulièrement et les mois s'écoulent. Au bout d'un an, rien n'a changé, rien n'a poussé : comme si le temps s'était arrêté. De là est née l'idée de son exposition. *« Il y a une cassure,* déplore Emi Honda. *Les villes ne font plus partie de la nature. Les choses devraient retourner à la terre et nourrir le prochain cycle. Voilà comment la nature fonctionne »*.

L'exposition rend particulièrement sensible la métaphore de la vie et de ses saisons. L'artiste a séparé la grande salle du Centre des arts actuels Skol en deux espaces, qui représentent deux moments de vie. *« En hiver, on a l'impression que tout est mort, mais ce n'est pas mort, le printemps se prépare »,* explique l'artiste. La pourriture et les déchets sont vus par Emi Honda comme un compost, du terreau fertile pour la germination à venir : *« La décomposition fait partie de la vie. Elle prépare et construit la renaissance. J'aime rappeler que la mort n'est pas la fin de tout. Qu'elle nourrit la prochaine génération. Notre société évacue tout ce qui est vu comme un problème. Les liens entre les choses sont coupés. On ne pense jamais à l'endroit où vont les poubelles, par exemple. »*

L'ART DE LA RÉCUP

Tous les objets exposés ont été récupérés : dans les poubelles, pour la plupart, ou dans les magasins d'articles d'occasion. Ils proviennent d'un peu partout à Montréal. *« Je marche dans la ville et quand je vois quelque chose qui me plaît ou qui m'inspire, je le ramasse. La seule contrainte est que je puisse le ramener à la maison à pied, comme je n'ai pas de voiture »*. Dans sa vie personnelle, Emi Honda utilise aussi des objets d'occasion. *« Et pas seulement parce que je suis pauvre ! Même si j'avais de l'argent, je refuserais de trop consommer »*.

Anne Bertrand, la coordinatrice artistique de la galerie, insiste sur le rapport très particulier que l'artiste entretient avec les objets et l'espace. *« Emi Honda ne considère pas la galerie comme un simple lieu d'exposition, où elle serait de passage. Elle est pleine d'attentions gratuites, jour après jour. Elle a repeint de son propre chef la signalisation du centre Skol ! »*

DES PROJETS PLEIN LA TÊTE

L'artiste, qui tire son inspiration de la nature et de son environnement immédiat, a un nouveau projet en tête qui poursuit la thématique de la ville et de son lien avec la nature. Au printemps prochain, Emi Honda installera dans son jardin une sculpture qu'elle aura conçue pour l'occasion. Pendant un an, elle suivra, jour après jour, l'évolution de son œuvre, peu à peu envahie par la nature. Tous les changements seront notés dans un carnet. Avant de s'installer à Montréal, Emi Honda habitait à Victoria, en Colombie-Britannique. *« Au début, je pensais retourner à Victoria pour ce nouveau projet, parce qu'ici, la nature ne me paraissait pas avoir assez d'énergie. Mais j'ai réalisé que ma réflexion s'adressait à des citadins, à des gens coupés de la nature, et qu'elle serait parfaite ici. »*

Wasted – Growing – Space, Emi Honda,
jusqu'au 10 novembre au centre Skol,
372 rue Sainte-Catherine Ouest, espace 314.

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 20

Le doigt dans l'œil

TOUCHE PAS À MON ÎLE

***Quartier Libre* présente en avance les documentaires programmés au festival Novembre.doc de l'Université de Montréal. *Le doigt dans l'œil*, du réalisateur Julien Fréchette, sera projeté les 20 et 21 novembre dans le cadre de la série À vos ressources, citoyens.**

Valérie SIMARD

L'île René-Levasseur, nous en avons épisodiquement entendu parler dans les médias. Il est question d'une bataille entre les Innus, le gouvernement du Québec et la compagnie forestière Kruger. Mais, quels sont les véritables enjeux ? Pourquoi l'île René-Levasseur n'est-elle pas une aire protégée ? Mérite-t-elle ce statut ? *Le doigt dans l'œil* relate l'histoire de ce bras de fer idéologique, économique, juridique et politique.

« L'œil du Québec », c'est le surnom donné à l'île René-Levasseur. On comprend son origine en observant une carte de la province. Située sur la Côte-Nord, près du 52e parallèle, l'île est le résultat de l'impact d'une météorite et de la dérivation de deux rivières lors de la construction du barrage hydroélectrique Manic-5.

En 1997, le gouvernement du Québec accorde un contrat d'approvisionnement forestier à Kruger. En 2004, le chef de la communauté innue de Pessamit, Raphaël Picard, appuyé de groupes écologistes, s'adresse aux tribunaux pour faire cesser l'exploitation forestière sur l'île. Renversant un jugement de la Cour supérieure, la Cour d'appel du Québec autorise, en avril 2006, la compagnie Kruger à reprendre ses travaux forestiers, interrompus sur ordonnance de la Cour supérieure.

Voilà un résumé de l'affaire. Le documentaire de Julien Fréchette en révèle beaucoup plus, sans heureusement nous noyer dans une masse d'informations. Malgré le nombre important d'intervenants, le réalisateur a su construire une trame narrative qui permet de garder le fil. Ainsi, tout au long du film, narré par l'acteur Jacques Godin, on suit Aimé Vachon, un bûcheron innu de Pessiamit qui milite pour la protection de l'île Levasseur. On sent le parti pris du réalisateur pour la cause, sans complaisance pour autant. Il donne la parole à Guy Chevrette, président du Conseil de l'industrie forestière du Québec et au président du syndicat de la Scierie Manic, propriété de Kruger, qui déplore les pertes d'emplois causées par les revendications des Innus. Si aucun représentant de Kruger ne figure dans le film, c'est que la compagnie a refusé d'y participer.

Tout au long du film, narré par l'acteur Jacques Godin, on suit Aimé Vachon, un bûcheron innu de Pessiamit qui milite pour la protection de l'île Levasseur. On sent le parti pris du réalisateur pour la cause, sans complaisance pour autant

Difficile toutefois de soutenir Kruger et le gouverment du Québec lorsqu'on entend des chercheurs et ingénieurs forestiers dire que l'île Levasseur abrite des peuplements d'arbres anciens et le sous-ministre adjoint au développement durable, Léopold Gaudreau, affirmer que la protection de ce territoire a été un rendez-vous manqué avec l'histoire. C'est maintenant au tour des compagnies minières de s'installer sur l'île.

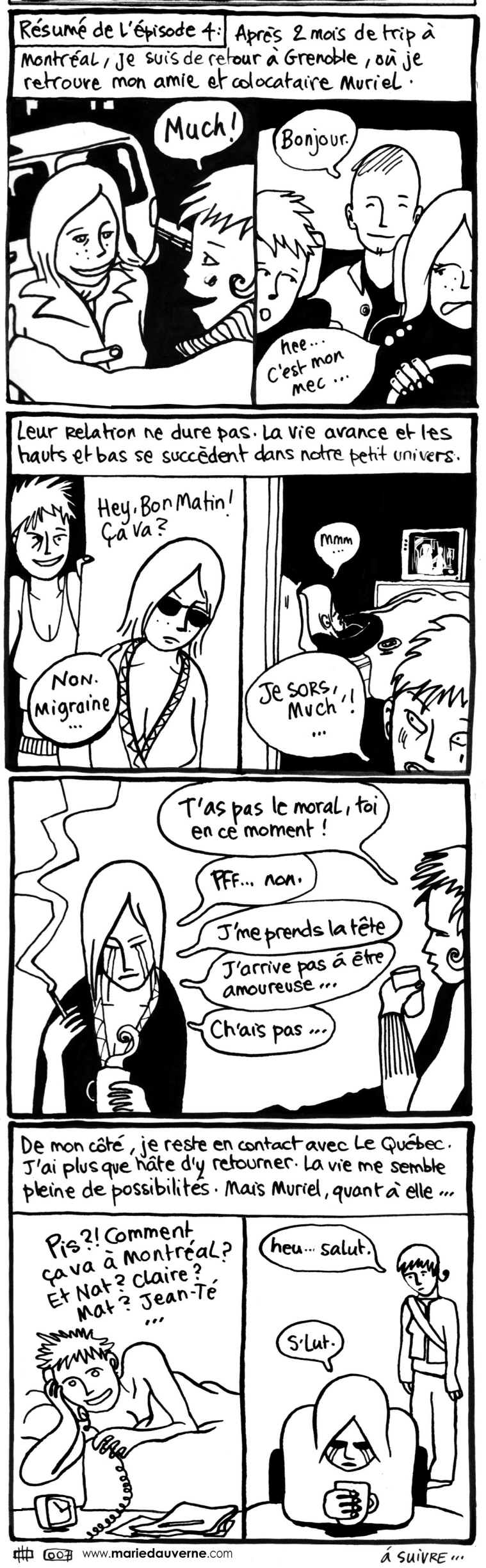
PRESQUE UNE PREMIÈRE

La projection de *Le doigt dans l'œil* dans le cadre de Novembre.doc sera presque une première. La véritable première aura lieu quelques jours plus tôt aux Rencontres internationales du documentaire de Montréal. Le film ne sortira sur les écrans québécois qu'en janvier.

Le doigt dans l'œil sera suivi de *Hold-up de l'eau,* un documentaire de Neil Doherty qui traite du problème d'approvisionnement en eau vécu par plusieurs habitants de la planète et des tentatives de privatisation de cette ressource naturelle. Ce programme double sera accompagné de conférences. Le 20 novembre à 19 h 30, Julien Fréchette discutera avec le public des enjeux liés à l'exploitation forestière et minière sur l'île Levasseur. Le lendemain, à 19 h 30, des représentants d'Ingénieurs sans frontières Québec présenteront, à travers l'expérience qu'ils ont vécue au Mali et au Burkina Faso, les défis que pose la rareté de l'eau potable.

www.sac.umontreal.ca

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:31 PM Page 21



Bande dessinée

LOINTAIN CONFLIT

Julie DELPORTE

Tamada est scénariste, Rash dessinateur. *En Tchétchénie* est leur première bande dessinée, et le début d'une série sur l'actualité des pays du Caucase : *Chroniques du proche étranger*. Voici les seules informations disponibles sur la genèse de ce livre difficile à critiquer, puisqu'on n'oserait dire du mal d'un des si rares ouvrages – et la seule BD bien sûr – consacrés aux guerres de Tchétchénie.

L'histoire s'installe en juillet 2000 en Ingouchie, république voisine de la région concernée, où 150 000 réfugiés espèrent, dans des conditions sanitaires pitoyables, retrouver leur maison. *« Moi, je suis fier d'avoir emmené ma famille en Ingouchie,* raconte Magomed. *Quand Poutine a rasé Grozny, les nôtres disaient : "Nous sommes nés ici, nous mourrons ici". Mais une vie ne t'est jamais rendue… Alors qu'une maison se reconstruit ! ».* Le narrateur, un jeune médecin français missionné six mois dans le camp de réfugiés, apprend qu'il lui faudra davantage soigner les âmes que les plaies.

Rash et Tamada jouent beaucoup sur la mise en forme. Ici, les cases sont présentées comme les éclats d'une vitre brisée, là comme les fenêtres d'un immeuble en ruine. Si ce jeu accentue l'état de dévastation avancée dans lequel la capitale tchétchène Grozny se trouve, il a aussi pour effet de brouiller la lecture. Pourtant, le dessin est beau : une ligne à la fois claire et torturée. Le visage du vieux Tchétchène – avec ses grosses lunettes qui cachent des yeux qui pleurent – ne pourrait être mieux rendu.

Le docteur narrateur, finalement, agace. Si peu de profondeur lui est accordée qu'il est impossible de s'attacher à lui, tout comme aux Russes et Tchétchènes dont il croise le chemin. Les personnages dans ces *Chroniques du proche étranger* ne sont que les figurants d'une belle intention. Le problème, c'est que le point de vue de ce livre reste à l'extérieur de la guerre, aux frontières du pays concerné, comme aux frontières du sujet abordé.

Difficile de voir cette bande dessinée comme autre chose qu'une pâle copie du *Goradze* de Joe Sacco. Avant qu'ils n'envisagent une série d'envergue, les auteurs des *Chronique du proche étranger* auraient pu creuser davantage leur premier arrêt, comme l'avait fait le journaliste dessinateur cité plus haut pour l'ex-Yougoslavie. Malgré ses faiblesses, on aime *En Tchétchénie* juste parce qu'il rappelle que *« sur une population estimée à environ un million d'habitants en 1994, entre 150 000 et 200 000 Tchétchènes sont morts pendant les deux dernières guerres de Tchétchénie »*. On ne saurait donc leur couper (toute) l'herbe sous le pied : ils sont de ceux qui pourraient aider à ce qu'on prononce un jour le mot génocide, en parlant de ce petit peuple fier.

En Tchétchénie, chroniques du proche étranger, Rash et Tamada, Vertige Graphic.

Chronique Théâtre

Texas (Un petit thriller texan) au Théâtre La Chapelle

UN MASSACRE POUR L'HALLOWEEN

Températures fraîches, nuits qui rallongent, bruissements des feuilles, craquements étranges. Octobre, mois de la fête d'Halloween. C'est un temps idéal pour les amateurs de frissons. C'est aussi le moment qu'à choisi Champ gauche et le Théâtre La Chapelle pour présenter une pièce plutôt « gore ». *Texas (Un petit thriller texan)* de François Létourneau rend hommage à l'imagination fertile des amateurs de films d'horreur de série B. Il se fait plaisir en improvisant le destin des artisans de *Massacre à la tronçonneuse (Texas Chainsaw Massacre)* durant le tournage du film dans les années 70. La pièce relate l'histoire (imaginée par Létourneau) de Teri [McMinn] et Gunnar [Hanson], les interprètes de Pam et Leatherface, qui attendent la costumière dans leur roulotte après une journée de tournage. Teri, celle dont le personnage se fait empaler par un crochet de boucher (scène devenue célèbre chez les amateurs d'horreur) et Gunnar, le « boucher », entendent pendant la nuit des cris à faire glacer le sang dans les veines. Si ce n'est pas Teri qui pratique son cri de mort, qui est-ce ? Les deux acteurs et Lou, le producteur découragé du film qui doute du talent d'actrice de Teri, tentent de démystifier tout cela. Un suspense qui, malheureusement, ne tient pas en haleine le spectateur, déconcentré par les personnalités énervantes des deux protagonistes : le bête Gunnar et Teri, l'actrice médiocre et rêveuse.

Le fait que François Létourneau œuvre principalement en télévision et en cinéma (Les Invincibles, Cheech) a probablement incité l'auteur à présenter sa pièce comme un film (trame sonore, générique qui défile à la fin) ce qui rend le format assez intéressant. Si la mise en scène de Patrice Dubois n'est pas mise en doute, le jeu des acteurs, lui, l'est. Est-ce la touche d'humour de l'auteur qui voulait mettre l'accent sur le piètre talent d'acteur de Teri ? Ou est-ce la comédienne Christine Beaulieu qui se force trop à jouer la mauvaise ? Michel Lavoie n'est pas non plus très crédible dans les scènes où il est supposé montrer ses sentiments amoureux envers Teri ou lorsqu'il pleure à la toute fin. Peut-être faut-il seulement regarder la pièce comme un divertissement au premier degré et non comme une œuvre théâtrale de qualité. Loin d'être mauvaise, Texas est plutôt une pièce à voir pour se mettre dans l'esprit de l'Halloween et pour (peut-être) se trouver des idées de déguisements ou de décoration pour un prochain « party » d'épouvante.

Texas (Un petit thriller texan), *présentée au Théâtre La Chapelle (3700 St-Dominique angle Des Pins) en collaboration avec le festival SPASM jusqu'au 3 novembre.*

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:32 PM Page 22

BEIRUT

The Flying Club Cup

(Ba Da Bing)

Beirut est le véhicule par lequel le jeune multi-instrumentiste Zach Condon assouvit sa passion pour le folklore des Balkans. Un an et demi après la parution de *Gulag Orkestar*, Beirut nous livre *The Flying Club Cup (TFCC)*, son deuxième album enregistré à Albuquerque (Nouveau-Mexique) et Farnham (Québec). *TFCC* porte des couleurs particulières en raison des nombreux instruments utilisés par Zach Condon et ses acolytes, notamment Owen Pallett (Final Fantasy). Violons, accordéons et cuivres de toutes sortes s'accordent au rythme des valses romantiques de Beirut. Des extraits de films français insérés ici et là viennent charmer l'oreille de l'auditeur en rappelant à quel point Zach Condon porte la France dans son cœur. Sa voix s'apparente à celle de Neil Hannon (The Divine Comedy), avec toutefois un peu plus de trémolos. La force de l'album réside dans les arrangements et l'orchestration, deux éléments mis en valeur par la construction des chansons. Bien souvent, Condon nous sert la même ligne mélodique tout au long de la pièce, avec une intégration progressive des instruments. C'est très efficace dans les chansons « In the mausoleum » et « Nantes », par contre, on a

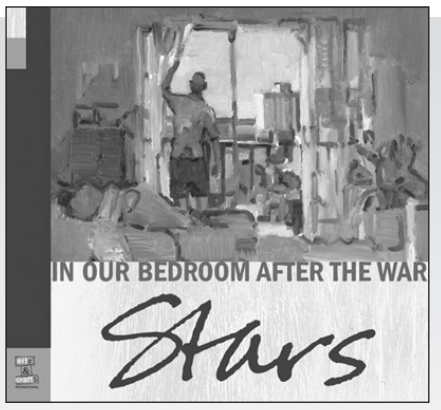
une impression de redondance après quelques écoutes de l'album. Beirut nous entraîne aussi en terrain onirique avec la valse « Cherbourg » ou les impressions de carrousels de « Sunday Smile ». « Nantes », « The Flying Club Cup » et « Guyermas Sonora » se distinguent, mais si vous aimez une chanson, vous aimerez le reste de l'album. **(Nicholas Lavallée)**

STARS

In Our Bedroom After the War

(Arts & Crafts)

Malgré le son décidément U2 de leur nouveau *single* « Take Me to the Riot », Stars continue à fabriquer des chansons d'une simplicité et d'une efficacité sans contredit pop, sans pour autant tomber dans le piège de l'homogénéité. Beau, mais aussi tragique, *In Our Bedroom After the War* incorpore un brin de théâtralité qui se dessinait déjà sur *Set Yourself On Fire*. Des chansons comme « Life 2 – Unhappy Ending », écrite comme un scénario de film, ou « Personal », avec son style d'annonces



classées, utilisent à merveille les voix de Torquil Campbell et Amy Millan, qui y incarnent des protagonistes souvent confrontés à leur propre solitude. Par contre, qui dit théâtralité dit parfois aussi mélodrame et par instants, notamment sur « Barricade », l'illusion devient forcée, au détriment d'un album autrement excellent. Si un instrument doit briller plus qu'un autre ici, c'est sans conteste la voix d'Amy Millan, qui invite la comparaison avec celle de sa consœur de Broken Social Scene, Leslie Feist. Bien que la voix chaude et feutrée de Millan se conjugue à merveille aux harmonies plus subtiles de Campbell, on reste avec l'impression que ce dernier compense les limites de son registre en poussant sur l'émotion, donnant des résultats parfois mitigés, comme sur la chanson-titre. Triste, enivrant et assemblé dans les règles de l'art, *In Our Bedroom After the War* égalise presque la marque antérieure d'un groupe qui s'est déjà taillé une place méritée sur la scène anglo-montréalaise. **(Pascal Emond)**

COURRIER DES LECTEURS :

Réagissez

aux articles !

Laissez libre cours à votre plume et envoyez un court texte de 3 000 caractères ou moins et nous nous ferons un plaisir de vous publier.

Envoyez à :
info@quartierlibre.ca

PASSE ÉTUDIANTE

TA SAISON SUR LE PLUS HAUT SOMMET DES LAURENTIDES.*
279$*
PASSE 7 JOURS / 7 SANS RESTRICTION
NEIGE - 3 PARCS - ÉVÈNEMENTS - 94 PISTES - VILLAGE - PARTYS
tremblant.ca 1 877 306-3006

ACHÈTE TA PASSE ÉTUDIANTE AVANT LE 1ER DÉCEMBRE 2007 ET COURS LA CHANCE DE GAGNER...

* Une fin de semaine à Tremblant pour le gagnant et 8 amis, incluant l'hébergement le samedi 19 janvier 2008 (2 condos de 2 chambres dans le village piétonnier) et des billets de ski
* Un téléphone sans fil LG8700 Shine^MC et l'utilisation d'un forfait **Ma Clik^MC Étudiant 25** de TELUS pendant 2 ans

UNE VALEUR DE
3400$

TELUS^MD

* Prix unitaire, redevance et taxes en sus. Quantité limitée. Pour étudiants à temps complet âgés entre 17 et 25 ans. La passe sera remise sur présentation d'une preuve d'étude à temps complet, d'une carte étudiante avec photo et d'un horaire scolaire. L étudiant doit être résident avec codes postaux G, H, J et K . Les privilèges des abonnements de saison réguliers ne s'appliquent pas. Le prix augmente à 359 $ * après le 6 janvier 2008. MC Marques de commerce de TELUS. Les règlements du concours sont disponibles sur tremblant.ca

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:32 PM Page 23

paresse

pascalgirard.blogspot.com

pascal

Un grand animal de ce monde: Laïka.

francisd.com

Perdus sur l'île déserte

par Martin Vidberg

_QLvol15no5.qxd 10/23/07 7:32 PM Page 24

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Consultation référendaire

auprès de la **population étudiante** membre de la FAÉCUM

Scrutin dans tous les pavillons

Du 5 au 9 et du 12 au 16 novembre 2007

Ton vote s'impose.

Référendum 2007

FAÉCUM

Pour tout savoir : www.faecum.qc.ca

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale du *Quartier Libre*